



Evaluation des Besoins Technologiques (EBT) et d'un Plan d'Action Technologique (PACT)

L'atelier de renforcement des capacités 1: Agriculture

Deloitte Tohmatsu Financial Advisory LLC



Ordre du jour

Horaires	Les thèmes	Responsables
09:00 – 09:30	Introduction du contexte	La TNA Comité
09:30 – 10:15	Séance 1 : Introduction du PAT et des technologies prioritaires	Deloitte RDC
10:15 – 10:45	Q/R et discussion	Plénière
10:45 – 11:15	Séance 2 : Intégration de la dimension de genre dans le PAT	Deloitte RDC
11:15 – 11:35	Séance 3 : Présentation de cas d’usage des technologies prioritaires	Deloitte RDC
11:35 – 12:50	Séance 4 : Introduction du financement climatique et les opportunités de développement de projets	Deloitte RDC
12:50 – 13:00	Fermeture Remarques	La TNA Comité

Agenda

Ordre du jour

Le contexte

Séance 1 : Introduction du PAT et des technologies prioritaires

Séance 2 : Intégration de la dimension de genre dans le PAT

Séance 3 : Présentation de cas d'usage des technologies prioritaires

Séance 4 : Introduction du financement climatique et les opportunités de développement de projets

Le contexte

Introduction à la mission et à l'EBT

Contexte | Objectifs

Contexte

- La RDC a mis en évidence un certain nombre de défis liés aux mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans son programme pays pour le Fonds vert pour le climat (FVC) en 2019 et sa 3^e communication nationale.
- La 3^e communication nationale se réfère spécifiquement à la mise en place d'une équipe dédiée au suivi des technologies existantes et des technologies à transférer dans le pays. Le document souligne également le besoin de technologies liées à la gestion des déchets, à l'efficacité énergétique et aux bâtiments économes en énergie.
- La dernière identification et évaluation des besoins en technologies a été mise en œuvre en 2007 et doit être mise à jour
- **L'évaluation des technologies et l'accès au financement climatique** sont cruciaux pour la RDC pour accélérer la mise en œuvre des projets de lutte contre le changement climatique ainsi que pour atteindre les objectifs climatiques

Objectifs

- Développer une évaluation complète des besoins technologiques (EBT) et les plans d'action technologiques (PAT) associés pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique
- Identifier les technologies pertinentes qui sont conformes à la CDN de la RDC et aux autres stratégies pour atteindre les objectifs climatiques du pays
- Développer les capacités de la RDC à mettre en œuvre des actions climatiques en renforçant les efforts de coordination pour atteindre les objectifs de programmation climat et pays

L'EBT s'appuiera sur les objectifs et politiques climatiques de la RDC (CDN, programme pays du FVC) et soutiendra leur opérationnalisation

Qu'est ce qu'une technologie?

Composantes

Matériel

Équipement
/produits

Composants tangibles:
(équipements, machines, produits)

Logiciel

Savoir faire

Savoir faire:
Compétences, expérience, manuels,
pratiques

Orgware

Organisation

Cadre institutionnel:
Organisation, gestion

Exemple: Système solaire domestique

- Panneaux photovoltaïques
- Onduleurs
- Câblage
- Batteries
- Chargeurs
- Commutateurs



- Conception
- Installation
- O&M



- Propriété et gestion financière
 - Société de services énergétique
 - Utilisateur
 - Coopérative



Source: UNEP DTU Partnership

Catégorisation des technologies

Différence entre biens marchands et non marchands

Bien marchands

Bien non marchands

1 Biens de consommation

- Produits de grande consommation achetés par des consommateurs privés
- Impliquent de grandes chaînes d'approvisionnement avec de nombreux acteurs
- Exemples de technologies:
 - Systèmes solaires domestiques,
 - Ampoules eco efficaces
 - Système d'irrigation goutte à goutte



2 Biens d'équipement

- Les biens d'équipement sont utilisés pour produire d'autres biens et achetés par des entreprises privées
- Les biens d'équipement ont un nombre limité de consommateurs mais investissement important
- Chaîne d'approvisionnement plus simple
- Exemples de technologies:
 - Hydroélectricité à petite échelle
 - Centrale électrique à biomasse
 - Usine de ciment



3 Biens fournis publiquement

- Les biens fournis publiquement sont des biens / services fournis par le gouvernement au public
- Peuvent être payés ou gratuits et représentent un investissement important avec une chaîne d'approvisionnement plus simple
- Grands projets d'infrastructure achetés dans le cadre d'appels d'offres nationaux, internationaux et de bailleurs de fonds
- Exemples de technologies:
 - Hydroélectricité à grande échelle
 - Dignes marines
 - Systèmes de transport de masse



4 Autres biens non marchands

- Niveau élevé de dimension logicielle et organisationnelle
- Couvrent le domaine public, les projets des ONG et des bailleurs de fonds et les changements de pratiques
- Exemples de technologies:
 - Systèmes d'alerte précoce
 - Prévisions météorologiques saisonnières



Qu'est ce qu'une Évaluation des Besoins Technologiques?

Objectifs et activités

- L'objectif est **d'identifier, d'évaluer et de hiérarchiser les moyens technologiques à la fois pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique**, afin d'atteindre des objectifs de développement durable.
 - Minimiser les émissions de gaz à effet de serre
 - S'adapter à la variabilité climatique et au changement climatique
- Le processus implique différentes parties prenantes dans un processus de consultation: Les obstacles au transfert de technologie et les mesures pour surmonter ces obstacles sont identifiées grâce à des analyses sectorielles.
- Ces activités peuvent concerner tout type de technologie; et permettent d'identifier des options réglementaires et de développer des incitations fiscales et financières, ainsi que des actions de renforcement des capacités.

Source: UNDP (2010) *Handbook for Conducting Technology Needs Assessment for Climate Change*

Principales caractéristiques



Mis en oeuvre localement et métrologie adaptée



Implication des parties prenantes



Renforcement des capacités



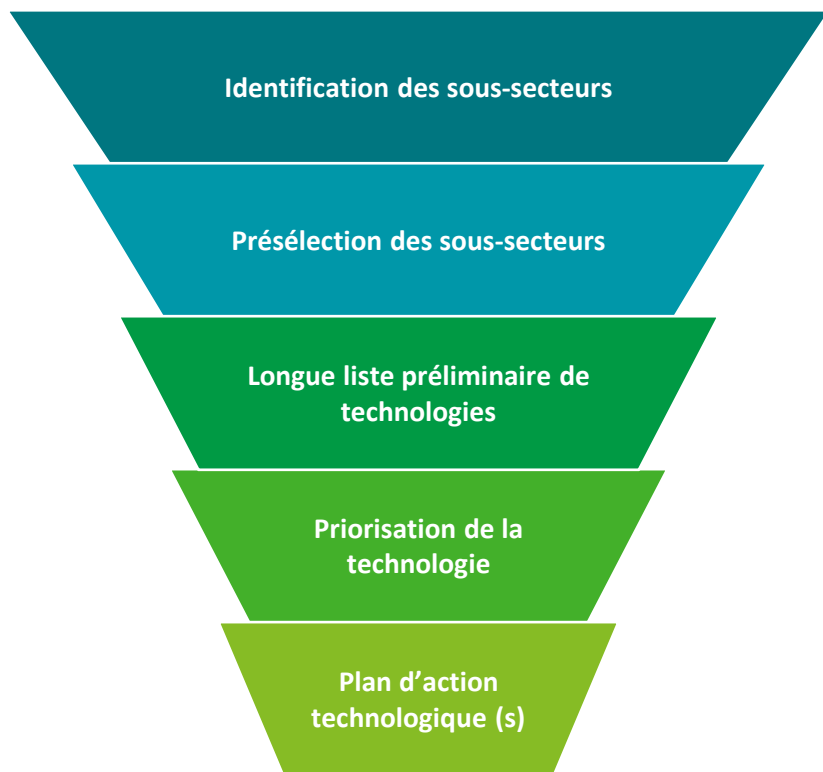
Alignement sur les objectifs de développement nationaux



Synergies avec d'autres processus nationaux
(Soutenir la mise en oeuvre des CDN)

Source: UNEP DTU Partnership

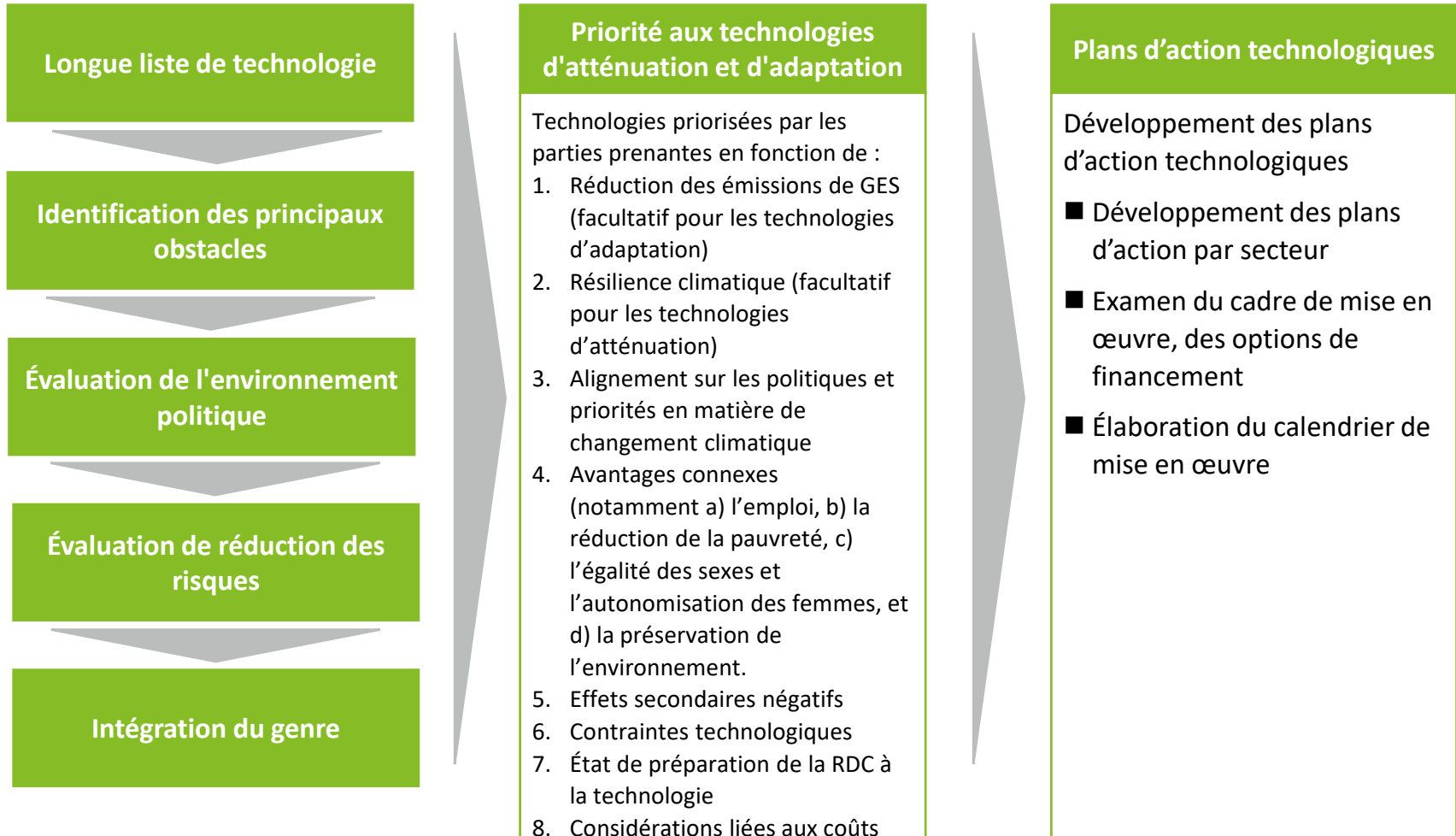
Aperçu de la méthodologie pour les Plans d'Action Technologique



- Examen de stratégies nationales clés et politiques sectorielles
 - Identifiant les priorités de développement ainsi que les priorités en matière de changement climatique
- Les sous-secteurs ont été pré-notés par l'équipe de consultants en fonction de plusieurs critères
 - Sélection et priorisation lors de l'atelier de validation des parties prenantes
- Une longue liste de technologies a été préparée par l'équipe de consultants et les technologies ont été évaluées et notées en fonction de plusieurs critères.
- Notation et validation des technologies priorisées (3 par secteur) par le biais de consultations des parties prenantes et d'un atelier de validation
- Élaboration de plans d'action technologiques (TAP) pour les technologies identifiées et hiérarchisées

<Confidential>

Développement les plans d'action technologiques



<Confidential>

Liste des technologies prioritaires



Agriculture

1. Agriculture de conservation
2. Systèmes d'alerte précoce
3. Surveillance du changement climatique



Forêt

1. Reboisement
2. Agroforesterie
3. Surveillance des forêts



Énergie

1. Énergie solaire photovoltaïque
2. Énergie hydroélectrique
3. Foyers améliorés



Transports

1. Bus à haut niveau de service (BHNS/BRT)
2. Transport en commun rapide (MRT) dans le sous-secteur ferroviaire
3. Transfert modal dans le transport de marchandises

<Confidential>

Séance 1 : Introduction du PAT et des technologies prioritaires – Agriculture

Présentation des résultats du rapport

Informations à retenir – Agriculture (général)

Poids économique et priorités de développement	<ul style="list-style-type: none">• Emploie 70%+ de la population active• 80 millions d'hectares de terres arables qui bénéficient de plus de 8 mois de pluie chaque année, mais les terres exploitées ne couvrent que 10% de ce total et seuls 13 500 hectares sont irrigués• Objectif d'optimisation des terres arables, d'augmentation de la part d'exploitations modernes et d'amélioration la contribution du secteur à la croissance économique
---	---

GES et vulnérabilité climatique	<ul style="list-style-type: none">• L'agriculture est à la fois un vecteur d'émissions de GES et l'un des secteurs les plus vulnérables• Contribution à hauteur de 3,4% aux émissions de GES (feux de brousse majoritairement)• Secteur très vulnérable au changement climatique: saisons sèches plus longues et une fréquence et une intensité accrues de phénomènes météorologiques extrêmes
--	--

Environnement propice	<ul style="list-style-type: none">• Secteur prioritaire pour le PNSD (détails pour chaque sous-secteur)
------------------------------	---

Présentation des résultats du rapport

Informations à retenir – Agriculture (Production végétale)

Poids économique et priorités de développement	<ul style="list-style-type: none">• L'agriculture est divisée en deux segments : l'agriculture vivrière et l'agriculture commerciale (semi-industrielle).• L'agriculture vivrière emploie la majorité de la main-d'œuvre et concerne 4 millions de familles sur des parcelles de 1,6 hectares en moyenne
---	---

GES et vulnérabilité climatique	<ul style="list-style-type: none">• Hors émissions du secteur UTCATF, les émissions de méthane dues aux feux de brousse sont la première source d'émission par sous-secteur en RDC, avec 41,4%• Secteur très vulnérable au changement climatique: saisons sèches plus longues et une fréquence et une intensité accrues de phénomènes météorologiques extrêmes
--	---

Environnement propice	<ul style="list-style-type: none">• Objectifs d'intensification de la production• Infrastructures vieillissantes, manque d'accès aux intrants et aux financements.
------------------------------	---

Présentation des résultats du rapport

Informations à retenir – Agriculture (Elevage)

Poids économique et priorités de développement	<ul style="list-style-type: none">• La RDC a un important potentiel pour l'élevage. Le pays serait capable de supporter plus de 40 millions de têtes de gros bétail.• Cependant, le sous-secteur de l'élevage reste bien en-deçà de son potentiel (1,2 millions d'unités de bovins, 5 millions d'ovins et 1 millions de porcins. 18,5 millions de volailles.
---	---

GES et vulnérabilité climatique	<ul style="list-style-type: none">• Dans des pays où la production animale est développée, le sous-secteur de la production animale est particulièrement important dans la lutte contre le changement climatique• Cause mineure en RDC, avec 54 Gg Eq-CO2
--	--

Environnement propice	<ul style="list-style-type: none">• Objectifs d'intensification de la production mais pas d'objectif spécifique
------------------------------	---

Présentation des résultats du rapport

Informations à retenir – Agriculture (Pêche)

Poids économique et priorités de développement

- La RDC est la deuxième réserve mondiale d'eaux douces après le Brésil et dispose d'un potentiel halieutique estimé à 707 260 tonnes annuelles

GES et vulnérabilité climatique

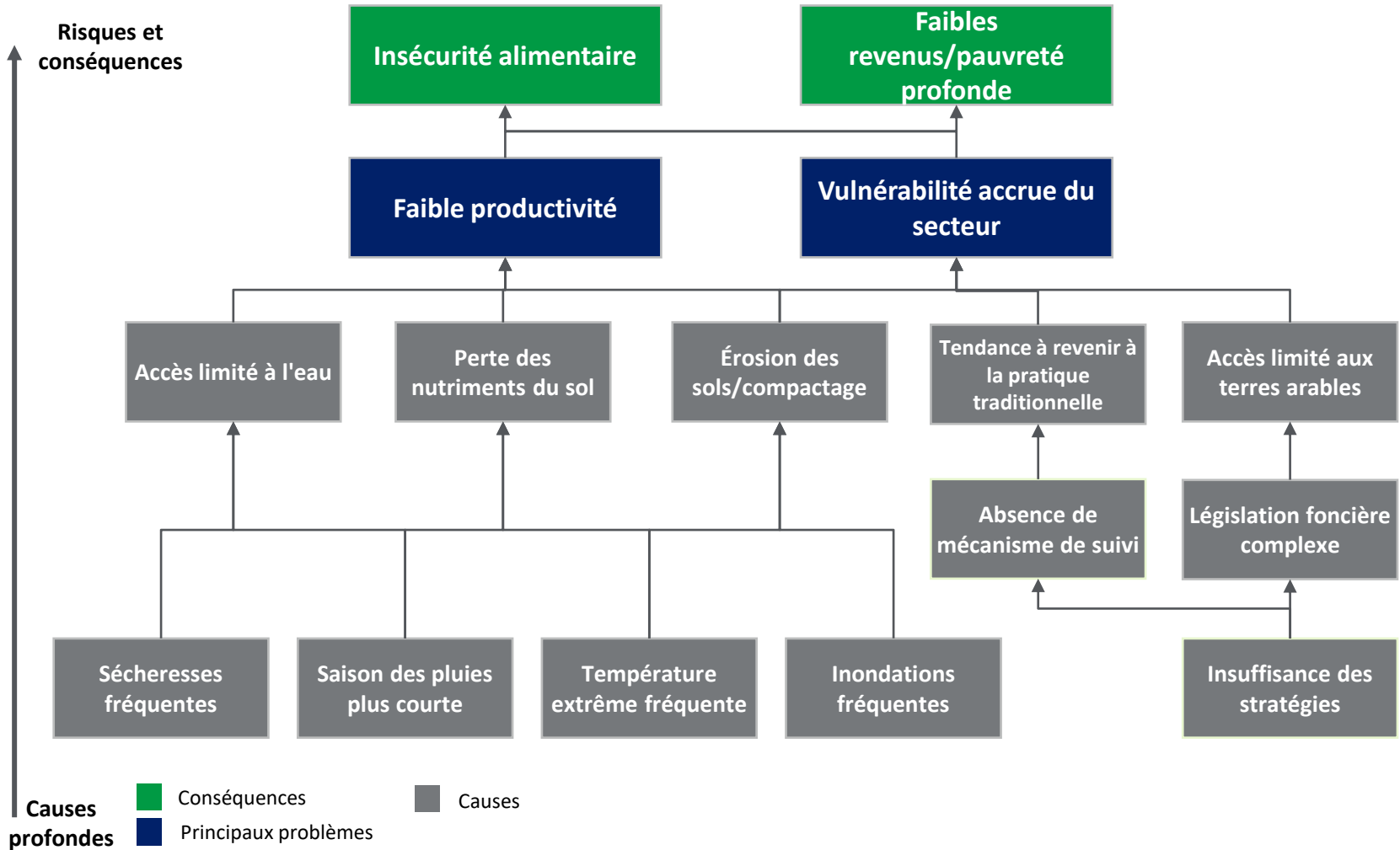
- Les effets pourraient être dus à des sécheresses prolongées ou à des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents, ainsi qu'à l'élévation du niveau de la mer au niveau du littoral.

Environnement propice

- Le nouveau plan de relance de la pêche fait un diagnostic sectoriel approfondi, relève les principaux problèmes et défis, définit les priorités du secteur et de relance de la pêche et planifie les actions opérationnelles du développement du secteur.

Situation actuelle du secteur agricole

Situation actuelle du secteur



Aperçu des technologies définies comme prioritaires

Les technologies suivantes ont été priorisées et mises en œuvre dans le plan d'action

Agriculture de conservation

L'agriculture de conservation est une réponse à la gestion durable des terres, à la protection de l'environnement et à l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Dans de nombreux cas, il a été prouvé que l'agriculture de conservation réduit les émissions de GES des systèmes agricoles et renforce leur rôle de puits de carbone. Elle a pour but de stabiliser la production et d'accroître la fertilité des sols en améliorant leur structure, la conservation de l'eau et par voie de conséquence les rendements.

Systèmes d'alerte précoce

Le système d'alerte précoce est un système de communication intégré permettant de recueillir des informations sur les risques prévisibles et d'annoncer de manière précoce la survenue possible de catastrophes naturelles. Cette technologie contribue à atténuer les dommages causés par les phénomènes météorologiques extrêmes à l'agriculture, y compris la production végétale et animale et la pêche, en permettant aux agriculteurs de se préparer à ces phénomènes.

Surveillance du changement climatique

Les systèmes de surveillance du changement climatique (SSCC) sont l'un des fondements de l'adaptation de l'agriculture au changement à long terme des régimes climatiques. Le SSCC fournit une analyse probabiliste ou des scénarios de modèles climatiques futurs basés sur plusieurs variétés de données climatiques. Les données incluent diverses variables climatiques telles que les circulations océaniques, la température à la surface de la mer, les précipitations et la température.

La technologie 1: Agriculture de conservation

Les trois grands principes de l'agriculture de conservation

Perturbation mécanique minimale du sol

(c'est-à-dire sans travail du sol) par le placement direct des semences et/ou des engrais.



Une couverture organique permanente du sol

(au moins 30 %) par des résidus de culture et/ou des cultures de couverture.



La diversification des espèces

par des séquences de cultures variées et des associations impliquant au moins trois cultures différentes.



1. **Perturbation mécanique minimale du sol** : c'est-à-dire semis et désherbage sans travail du sol. Dans ce type de pratique, aucune déformation du sol et aucun labourage mécanique ne sont effectués. Le semis se fait du matériel conçu pour planter sur les résidus de la saison culturale précédente.

2. **Une couverture organique permanente du sol** : il s'agit de laisser les résidus de culture et les chaumes dans les cultures de labour et de préserver la couverture végétale se trouvant entre les rangées d'arbres dans les cultures continues.

3. **La diversification des espèces** : par des séquences de cultures variées et des associations impliquant au moins trois cultures différentes.

Source: FAO "[Agriculture de conservation](#)"

La technologie 1: Agriculture de conservation

Le principal 1: Perturbation mécanique minimale du sol

Planteuses manuelles



Les planteuses manuelles ne nécessitent d'électricité et sont peu coûteuses. Elles sont faciles à utiliser et souvent utilisées dans les petites exploitations. Leur petite taille fait qu'elles sont adaptées aux zones vallonnées, pierreuses et trapues ainsi qu'aux cultures intercalaires.

Planteuses à rangs



Le fonctionnement de planteuses à rangs est similaire à celui des machines plus lourdes. La plupart d'entre elles utilisent des disques, qui sont appliqués avec une certaine portance.

Semoirs à traction animale



Les semoirs à traction animale peuvent être une option pour les petites superficies et les agriculteurs qui possèdent des animaux tels que des bovidés. Ils peuvent être manipulés manuellement sans alimentation électrique. La plupart des semoirs à traction animale peuvent également être utilisés comme un tracteur monoaxe.

Source: Brian G Sims et Josef Kienzle, « [Farm power and mechanization for small farms in sub-Saharan Africa](#) », [FAO](#)

La technologie 1: Agriculture de conservation

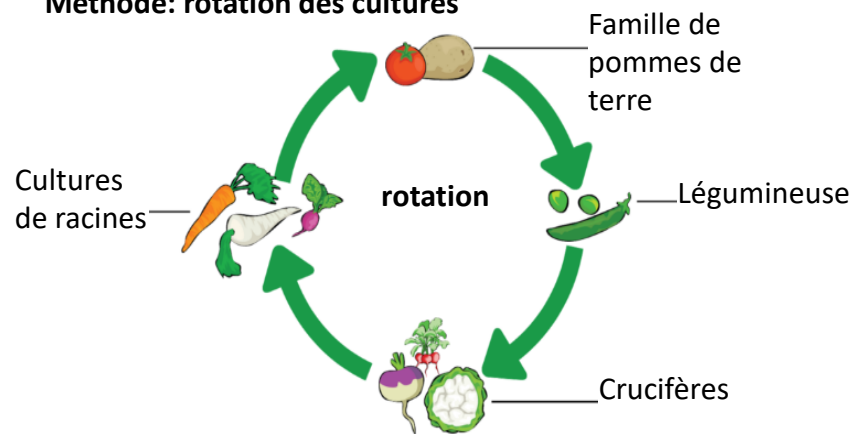
Les autres deux principaux

Le principal 2: Une couverture organique permanente du sol



Le principal 3: Diversification des espèces

Méthode: rotation des cultures



Méthode: culture intercalaire (Leucaena et maïs)



Source: [UNFAO](#), [UNFAO](#), [E-Agrovision: Crop Rotation Guide](#)

La technologie 2: Système d'alerte précoce

Composantes du SAP	Présentation des technologies et/ou techniques potentielles
Connaissance du risque	<ul style="list-style-type: none">✓ Outils du système d'information géographique (SIG)✓ Outils d'évaluation des risques
Surveillance/Avertissement	<ul style="list-style-type: none">✓ Amélioration des capacités d'observation grâce à la technologie✓ Quantité croissante de données✓ Système de gestion et de partage des données✓ Modélisation régionale du climat
Diffusion/Communication	<ul style="list-style-type: none">✓ Système de télécommunication✓ Radio✓ Système d'alerte✓ Plateforme d'informations✓ Médias sociaux
Capacité de réponse	<ul style="list-style-type: none">✓ Sensibilisation du public aux risques✓ Protocoles de communication pour le dernier kilomètre✓ Renforcement des capacités de préparation et de réponse

La technologie 3: Surveillance du changement climatique

Composantes	Exigences pour la mise en œuvre	Éléments à prendre en compte
Plateforme de données	Un système basé sur le Web est recommandé pour simplifier le SSCC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Traitement de données ▪ Cohérence du système de gestion de fichiers/données et/ou du format de données en place ▪ Procédures d'archivage des données ▪ Système de stockage des données et procédures de sauvegarde des données ▪ Moyens efficaces de partager et de transférer les données entre les parties prenantes ▪ Expérience utilisateur de l'interface des systèmes ▪ Procédures de piste d'audit électronique pour assurer la qualité, le cas échéant ▪ Sélection des fournisseurs de services Web appropriés
Exigences concernant les données	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des experts humains qualifiés seront nécessaires pour normaliser les exigences en matière de données ▪ Veiller à ce que les femmes et les hommes reçoivent la formation requise de manière égale 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Éléments, résolution, échelle, couverture géographique et qualité des données ▪ Spécificité des données basée sur une définition concise des informations ▪ Mesurabilité concrète et définitive des données ▪ Pertinence des données pour la surveillance du changement climatique ▪ Pertinence de l'échelle de temps couverte par les données ▪ Procédures pour maintenir la cohérence de la saisie des données ▪ Exigences de la part des décideurs ▪ Exigences de la part des utilisateurs des données
Collecte et gestion des données	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des experts humains qualifiés seront nécessaires ▪ Veiller à ce que les femmes et les hommes reçoivent la formation requise de manière égale 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informations/données de base sur le secteur agricole actuel (par exemple, conditions pédologiques, température, régime des précipitations, etc.) ▪ Processus d'administration/d'exploitation de l'ensemble de la collecte de données ▪ Gestion de la collecte, du traitement et de l'archivage des données
Traitement de données	Un processus approprié et gérable devrait être mis en place	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Application d'un logiciel approprié de traitement et de simulation ▪ Établissement de procédures de nettoyage des données ▪ Établissement d'un schéma de validation des données et/ou d'un mécanisme d'assurance qualité ▪ Établissement d'un système de déclaration pour les services gouvernementaux concernés

Aperçu des obstacles

Obstacles dans le secteur agricole

Types d'obstacles	Description
Politique	Comme dans la plupart des secteurs en RDC, le secteur d'agriculture souffre d'une insuffisance des stratégies politiques appropriées. C'est le plus grand obstacle
Réglementaire	Politiques/réglementations complexes en matière d'utilisation des terres qui entravent l'accès à la terre
Institutionnel	Dispositif insuffisant pour le SAP/SSCC Absence de mécanisme institutionnel (de suivi) pour généraliser l'agriculture de conservation
Technique	Manque de capacités techniques, nombre limité de stations de surveillance pour le SAP/SSCC
Financier	Coûts d'investissement initiaux élevés, microfinancements très limités pour les agriculteurs
Géographique	Manque d'évaluations géographiques
Commercial	Participation limitée du secteur privé au marché de l'agriculture de conservation
Informationnel	Manque d'informations sur toutes les technologies, les techniques disponibles et les bénéfiques
Comportemental	Pratique agricole sur brûlis profondément enracinée

Plan d'action 1

Objectifs

Diffusion de l'agriculture de conservation

Activité 1 Procéder à la sensibilisation générale

Activité 2 Définir le concept d'« agriculture de conservation » et recenser les problèmes à résoudre

Activité 3 Concevoir et élaborer un projet expérimental et évaluer les conditions locales

Activité 4 Évaluer le projet expérimental et mettre en place un mécanisme de suivi

Activité 5 Élaborer une stratégie de diffusion des technologies

Plan d'action 1

Objectifs

Diffusion de l'agriculture de conservation

Activité 1 Procéder à la sensibilisation générale

- Viser à consulter les petits exploitants, sans les soutenir et sans les associer, en ce qui concerne les avantages de la technologie, en plus des pratiques traditionnelles.
- Ces actions peuvent être menées au moyen d'activités agricoles de démonstration, de la diffusion des connaissances, d'ateliers et autres activités similaires.
- La question de la sécurité foncière représente un problème fondamental qui devra être résolu afin de soutenir et encourager la pérennité des pratiques agricoles.

Activité 2 Définir le concept d'« agriculture de conservation » et recenser les problèmes à résoudre

- Viser à définir et à adapter au contexte local le concept d'« agriculture de conservation » et à hiérarchiser les questions que la technologie devra prendre en compte.
- Consulter les agriculteurs locaux dans toute leur diversité afin de recenser les enjeux imminents à prendre en compte et de décider des quelques technologies agricoles de conservation appropriées et gérables à mettre en œuvre.
- Déterminer les problèmes ciblés par les activités telles que les consultations des parties prenantes et les entretiens avec les groupes de discussion.

Plan d'action 1

Objectifs

Diffusion de l'agriculture de conservation

Activité 3 Concevoir et mettre en œuvre un projet expérimental et évaluer les conditions locales

- Viser à concevoir et à mettre en œuvre un projet expérimental au sein des communautés désignées afin d'étudier la faisabilité des technologies spécifiques pour l'agriculture de conservation recensées dans l'activité précédente.
- Viser également à mener une évaluation des conditions climatiques et foncières dans les communautés.
- Elle consistera donc entre autres à assurer la sélection des communautés d'expérimentation, l'organisation d'ateliers, la formation pratique et le renforcement des capacités de surveillance des effets des technologies et des zones d'expérimentation.
- Élaborer des lignes directrices pour le suivi et l'évaluation des performances et des effets produits par les technologies/techniques.

Activité 4 Évaluer le projet expérimental et mettre en place un mécanisme de suivi

- Viser à évaluer l'efficacité des technologies appliquées dans les zones d'expérimentation et les barrières auxquelles elles se heurtent. Il s'agira, entre autres, d'évaluer les coûts, le montant et le rendement financier des cultures de rente dans les zones d'expérimentation, de consulter un large éventail d'agriculteurs et de faire une estimation des effets aussi bien de l'adaptation au changement climatique que de l'atténuation de ses effets obtenus grâce aux technologies.
- Recenser les bonnes pratiques qui devraient être diffusées dans d'autres communautés ainsi que les obstacles à surmonter.
- Élaborer un programme de suivi en vue de bien asseoir la technologie au sein des communautés d'expérimentation, même après la fin du projet expérimental. Cela peut se faire par exemple en désignant des membres chargés de la surveillance et en établissant un calendrier de surveillance (bimensuel, trimestriel, annuel, etc.).

Plan d'action 1

Objectifs

Diffusion de l'agriculture de conservation

Activité 5 Élaborer une stratégie de diffusion des technologies

- Viser à diffuser l'agriculture de conservation dans autant de communautés que possible en RDC.
- Encourager les parties prenantes à élaborer une stratégie de diffusion de l'agriculture de conservation, qui comprend, mais sans s'y limiter, l'élaboration d'un cas modèle pour l'application de technologies/techniques spécifiques, en élaborant des manuels de techniques à l'intention des agriculteurs, en lançant de nouveaux projets expérimentaux dans différentes communautés, en lançant des campagnes de sensibilisation, et en établissant des programmes de formation ciblant les experts nationaux/locaux qui pourront soutenir les communautés locales de la RDC.
- Consulter les agriculteurs pour indiquer leur propre interprétation des diverses technologies et des risques ou avantages connexes, et pour développer davantage les possibilités de fusionner les sciences naturelles en évolution avec les connaissances et expériences agricoles locales.

Plan d'action 2

Objectifs

Diffusion du système d'alerte précoce

Activité 1 Créer un schéma avec identification des parties prenantes responsables des composantes du SAP

Activité 2 Déterminer les sites d'emplacement des stations de surveillance

Activité 3 Concevoir un projet expérimental et cibler les communautés

Activité 4 Élaborer un système et un protocole de diffusion des alertes d'avertissements entre les autorités et les médias

Activité 5 Renforcer les capacités d'analyse des données

Plan d'action 2

Objectifs

Diffusion du système d'alerte précoce

Activité 1 Créer un schéma avec identification des parties prenantes responsables des composantes du SAP

- Cette activité vise à déterminer qui est responsable de quelle action dans la chaîne du SAP, et à clarifier le flux des informations d'alerte précoce.
- L'examen de la question de savoir quelle entité gouvernementale sera chargée de décider du moment où les informations d'alerte précoce seront diffusées.
- Créer un diagramme visuel indiquant les liens et le flux de communication et d'information entre les parties prenantes.
- Il est essentiel d'associer directement les groupes représentatifs des agriculteurs à la conception du SAP et de mettre sur pied à un stade précoce un réseau communautaire de pairs.

Activité 2 Déterminer les sites d'emplacement des stations de surveillance

- Cette activité vise à élaborer des indicateurs efficaces de collecte de données pour le SAP.
- Cartographier les stations de surveillance actuelles et d'en déterminer l'état (opérationnel ou hors service) ainsi que la variété des données qu'elles surveillent.
- Analyser le nombre et les emplacements idéaux des stations de surveillance pour que la RDC fasse fonctionner son SAP.
- Dans leur diversité, les agriculteurs devraient intervenir pour faire part de leurs idées et contributions sur la manière de rendre ces réseaux de stations de surveillance plus pérennes, efficaces et accessibles.

Plan d'action 2

Objectifs

Diffusion du système d'alerte précoce

Activité 3 Concevoir un projet expérimental et cibler les communautés

- Il est prévu de mettre en œuvre un projet expérimental de SAP suivant un calendrier déterminé et dans une communauté désignée.
- Des formations techniques seront dispensées à ceux qui devront effectuer des tâches techniques spécifiques telles que la collecte de données, la réduction de l'échelle des données climatiques, l'analyse des risques, la définition de seuils pour la diffusion des alertes.
- Pour établir une chaîne solide de circulation de l'information, le renforcement des capacités institutionnelles sera également recommandé.
- Créer un plan de préparation ou d'urgence au niveau communautaire pour réagir aux informations d'alerte précoce reçues.
- Une formation certifiée sur l'intégration du genre dans les interventions d'urgence devra également être dispensée et budgétisée.
- Mener un exercice de simulation et un audit systématique et régulier au niveau communautaire pour tester l'efficacité et l'efficacité du SAP.
- Créer une stratégie pour maintenir le SAP établi après la fin du projet pilote

Activité 4 Élaborer un système et un protocole de diffusion des alertes d'avertissements entre les autorités et les médias

- Viser à diffuser SAP dans autant de communautés
- Élaboration d'un modèle de cas pour la réalisation d'un projet pilote pour SAP au niveau communautaire
- Création de manuels pour un SAP basé sur la communauté
- Lancement de nouveaux projets pilotes dans différentes communautés
- Mettre en place des programmes de formation pour former des experts nationaux/locaux qui effectueront les composants techniques du SAP
- Planification de l'installation de nouvelles stations de surveillance dans le pays.
- Établir un protocole national pour le SAP entre le gouvernement et les médias nationaux/régionaux

Plan d'action 2

Objectifs

Diffusion du système d'alerte précoce

Activité 5 Renforcer les capacités d'analyse des données

- vise à développer la capacité des parties prenantes à convertir les données météorologiques en données agrométéorologiques qui permettront aux agriculteurs de planifier leurs calendriers agricoles
- Établir et renforcer des plateformes participatives pour l'engagement entre les chercheurs, les agriculteurs et les autres parties prenantes concernées.

Plan d'action 3

Objectifs

Diffusion des systèmes de surveillance du changement climatique

Activité 1 Renforcer les capacités institutionnelles et techniques

Activité 2 Définir la stratégie et les objectifs

Activité 3 Réaliser une étude de faisabilité et consulter les parties prenantes

Activité 4 Elaborer des mesures de diffusion au sein des communautés locales

Activité 5 Elaborer et mettre en œuvre des mesures pour mitiger les risques

Plan d'action 3

Objectifs

Diffusion des systèmes de surveillance du changement climatique

Activité 1 Renforcer les capacités institutionnelles et techniques

- Ciblera les capacités des institutions gouvernementales compétentes chargées de la surveillance du changement climatique et de la politique agricole.
- Un renforcement adéquat et suffisant des capacités institutionnelles leur permettra de prendre des décisions éclairées dans la conception d'un SSCC qui correspond aux besoins et au contexte de la RDC.
- Le renforcement des capacités techniques leur permettrait d'acquérir un savoir-faire technique en matière de collecte de données, d'analyse et de simulation climatiques, et d'exploitation et de maintenance du système de surveillance.

Activité 2 Définir la stratégie et les objectifs

- Visera à définir une stratégie de mise en œuvre du SSCC et les objectifs à atteindre grâce à l'introduction de la technologie, de manière à optimiser les capacités institutionnelles et techniques développées dans le cadre de l'activité précédente.
- La stratégie devra s'aligner sur les priorités et les capacités des communautés agricoles locales pour en être un volet intégré.

Plan d'action 3

Objectifs

Diffusion des systèmes de surveillance du changement climatique

Activité 3 Réaliser une étude de faisabilité et consulter les parties prenantes

- Visera à entreprendre une étude de faisabilité détaillée de la mise en place concrète du SSCC en RDC.
- Cette étude ciblera la validité des données recueillies au niveau des stations de surveillance et des archives de données historiques, la pertinence des logiciels, les capacités techniques des agents gouvernementaux et la probabilité/précision des résultats de simulation et de surveillance.
- Elle portera aussi sur un plan détaillé de conception et de réalisation du SSCC.
- Les résultats de l'étude de faisabilité devraient faire l'objet de plusieurs séries de consultations avec les parties prenantes concernées.

Activité 4 Élaborer des mesures de diffusion au sein des communautés locales

- Le scénario climatique et les informations générées par le SSCC devraient être correctement diffusés auprès du public, en particulier dans le secteur agricole régional, et notamment auprès des agriculteurs locaux.
- En effet, la mise à disposition de prévisions précises sur les conditions environnementales attendues au cours de l'année aura un impact énorme sur leurs pratiques agricoles ainsi que sur l'approvisionnement alimentaire national, et donc sur la sécurité alimentaire nationale.
- En combinant l'action suivante, cette activité visera à fournir des scénarios climatiques et des informations connexes à la plupart des parties prenantes concernées.

Plan d'action 3

Objectifs

Diffusion des systèmes de surveillance du changement climatique

Activité 5 Élaborer et mettre en œuvre des mesures pour mitiger les risques

- Le scénario généré par le SSCC devra être traduit en des formes concrètes, telles que le type de cultures recommandées dans le cadre du changement climatique, et les périodes indiquées pour les planter et les récolter.
- Viser à créer plusieurs opportunités ou outils différents pour diffuser des scénarios et/ou des données générés par le SSCC.
- Des opportunités tels que:
 - des ateliers régionaux annuels pour les dirigeants communautaires de différentes communautés ou villages afin d'introduire la pratique recommandée dans le scénario climatique,
 - diffuser des programmes multimédias (par exemple: programmes de télévision et / ou de radio) pour introduire une interprétation détaillée du scénario du SSCC ,
 - fournir des alertes et/ou des informations telles que les régimes de précipitations à moyen et à long terme pendant le programme de prévision météorologique quotidienne,
 - créer des calendriers des cultures adaptés en fonction du scénario climatique et les applications pour smartphones informant la probabilité d'épidémies de ravageurs et suggérant le meilleur moment pour appliquer un pesticide.

Calendrier de mise en œuvre

Plan d'action	Activité	2023				2024				2025				""	2030
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4		
Diffusion de l'agriculture de conservation	Procéder à la sensibilisation générale														
	Définir le concept d'« agriculture de conservation » et recenser les problèmes à résoudre														
	Concevoir et élaborer un projet expérimental et évaluer les conditions locales														
	Évaluer le projet expérimental et mettre en place un mécanisme de suivi														
	Élaborer une stratégie de diffusion des technologies														
Diffusion du système d'alerte précoce	Créer un schéma avec identification des parties prenantes responsables des composantes du SAP														
	Déterminer les sites d'emplacement des stations de surveillance														
	Concevoir un projet expérimental et cibler les communautés														
	Élaborer un système et un protocole de diffusion des alertes d'avertissements entre les autorités														
	Renforcer les capacités d'analyse des données														
Diffusion des systèmes de surveillance du changement climatique	Renforcer les capacités institutionnelles et techniques														
	Définir la stratégie et les objectifs														
	Réaliser une étude de faisabilité et consulter les parties prenantes														
	Élaborer des mesures de diffusion au sein des communautés locales														
	Élaborer et mettre en œuvre des mesures pour mitiger les risques														

Possibilités de financement et Évaluation de l'impact du changement climatique



Il sera crucial de créer de bonnes conditions/des régimes de financement judicieux pour que les petits exploitants adoptent l'agriculture de conservation. Le SAP et le SSCC quant à eux nécessiteront des investissements plus importants sur une échelle de temps plus longue, et seront mis en œuvre principalement par les organismes gouvernementaux.



L'approche de financement visera donc à mobiliser des soutiens externes, sous forme de subventions et de financements concessionnels, afin de développer des modèles commerciaux financièrement viables et durables et réunir les conditions favorables à la participation du secteur privé.

Subventions

Financements Concessionnels

- Assistance technique : renforcement des capacités des acteurs concernés sur les technologies prioritaires
- Les subventions et les financements concessionnels peuvent également être utilisés pour le financement mixte, afin d'aider les institutions financières locales à fournir des produits financiers adaptés aux besoins du secteur privé.
- Introduction et mise en œuvre de ces technologies

Plan d'action 1 : Diffusion de l'agriculture de conservation

- ✓ L'environnement est mieux protégé
- ✓ Les pratiques agricoles seront plus durables

Plan d'action 2 : Diffusion du système d'alerte précoce

- ✓ Les communautés et les agriculteurs sont mieux préparés au changement climatique
- ✓ Renforcer la résilience face au changement climatique

Plan d'action 3 : Diffusion des systèmes de surveillance du changement climatique

- ✓ Les communautés et les agriculteurs sont mieux préparés au changement climatique
- ✓ Promouvoir la durabilité et la résilience du secteur

Séance 2 : Intégration de la dimension de genre dans le PAT

Qu'est-ce que l'intégration de la dimension de genre et pourquoi est-elle importante?

Context

- Le secteur agricole est également un secteur essentiel pour ce qui est de combler les inégalités sociales et autonomiser les femmes. En RDC, 77 % du riz, 62 % des légumes et 97 % de la volaille sont produits par les femmes. L'accès des femmes à la propriété et au crédit est cependant un problème crucial dans le monde agricole dans le pays.
- Les femmes et les hommes peuvent avoir des rôles et des responsabilités différents dans la communauté. Cela signifie qu'ils ont une expérience et des besoins différents dans la mise en œuvre des technologies.

Purpose

- L'intégration de la dimension de genre consiste à appliquer une perspective de genre tout au long de la mise en œuvre des plans d'action technologiques. Il doit être accompagné d'objectifs clairement formulés en matière d'égalité des sexes, d'activités et de ressources qui abordent les questions sexospécifiques et d'un suivi/évaluation approprié.

Reason

- En général, les femmes et les membres d'autres groupes marginalisés sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique.
- Les femmes et les membres d'autres groupes marginalisés ont tendance à avoir un accès limité à diverses ressources et opportunités (c'est-à-dire : soutien financier, opportunités économiques, renforcement des capacités, propriété, etc.).

Préparation pour mise en œuvre

Identifier et comprendre les lacunes et les besoins liés à l'aspect sexospécifique

Aire	Exemple
Social	<ul style="list-style-type: none">• Les femmes et les hommes jouent-ils des rôles différents dans la société et dans le secteur ? Quels sont-ils?• Pourcentage/nombre de travailleuses dans le secteur
Politique	<ul style="list-style-type: none">• Existe-t-il une politique ou une réglementation spécifiquement pour les femmes ou les hommes?
Institutionnel	<ul style="list-style-type: none">• Dans quelle mesure les femmes sont-elles représentées de manière égale dans le processus de prise de décision ?
Technique	<ul style="list-style-type: none">• Les technologies à mettre en œuvre sont-elles faciles à comprendre et à déployer pour les femmes et les hommes?
Financier	<ul style="list-style-type: none">• Existe-t-il des difficultés pour les femmes/ménages dirigés par une femme dans l'accès à un soutien financier?
Commercial	<ul style="list-style-type: none">• Combien de femmes entrepreneures ou d'entreprises appartenant à des femmes existent dans l'industrie potentielle des vendeurs de technologie?
Informationnel	<ul style="list-style-type: none">• Quel genre de médium est dominant chez les femmes et les hommes? Y a-t-il une différence?
Comportemental	<ul style="list-style-type: none">• Y a-t-il des valeurs ou des normes qui affectent le comportement et les opportunités au sein du secteur?

Exemple d'activités d'intégration de la sexospécifique dans la mise en œuvre du PAT

Leadership	✓ Veiller à ce que les femmes occupent des postes de direction et de prise de décision et/ou renforcent leurs capacités si elles ne sont pas en mesure de le faire
Capacité	✓ Renforcer les capacités des femmes qui sont nécessaires pour mettre en œuvre les technologies
Accès	✓ Assurer l'accès des femmes à diverses mesures pour la mise en œuvre de la technologie (ex. Assurer la participation des femmes à différentes activités, établir un programme de soutien financier pour les femmes)
Conseils	✓ Fournir les informations et les conseils nécessaires aux femmes pour les encourager à rejoindre la mise en œuvre du PAT
Modèles de rôle	✓ Mettre en évidence les réussites, les cas modèles et les histoires de femmes ou de femmes leaders dans la mise en œuvre de chaque technologie
Embauche	✓ Embaucher et nommer des femmes aux postes ou rôles disponibles
Intégration	✓ Intégrer le genre dans toutes les activités et tous les supports de communication

Suivi et évaluation

Exemple d'indicateurs de suivi et d'évaluation ciblés sur le genre

Sortie

- ✓ Pourcentage/nombre de femmes dans les activités de renforcement des capacités.
- ✓ Nombre d'événements/activités organisés pour les parties prenantes féminines.
- ✓ Pourcentage des ressources financières allouées aux femmes.
- ✓ Nombre de politiques sensibles au genre, réglementations élaborées.

Résultat

- ✓ Pourcentage/nombre de femmes ou de ménages dirigés par une femme qui ont accès à des produits financiers (i.e.: petits prêts).
- ✓ Augmentation en pourcentage des femmes dans les activités de prise de décision.
- ✓ Pourcentage/nombre de femmes et de ménages dirigés par une femme qui ont augmenté leurs revenus.
- ✓ Pourcentage/nombre de ménages dirigés par une femme soutenus.

Séance 3 : Introduction de cas d'utilisation des technologies priorisés

Cas d'utilisation 1 :Agriculture de conservation

Agriculture de conservation basée sur la méthode « LIKOTI »

Pays/Région	Royaume du Lesotho
Partenaires/Fonds	<ul style="list-style-type: none">• Gouvernement du Lesotho• Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)• Programme alimentaire mondial (PAM)• Croix-Rouge allemande
Description	<ul style="list-style-type: none">• Le projet a comparé les pratiques agricoles conventionnelles et la méthode d'agriculture de conservation « LIKOTI ».• La méthode LIKOTI comprend :<ul style="list-style-type: none">• Préparation de fosses d'environ 15 × 30 cm de diamètre et de 15 à 20 cm de profondeur• Application de graines et d'une petite quantité d'engrais• Utiliser les résidus de culture comme paillis• Mise en œuvre de la rotation des cultures et/ou des cultures intercalaires• Maïs, haricot, tournesol, sorgho, pomme de terre et tomate
Exemple d'impact	<ul style="list-style-type: none">• Augmentation de la production agricole• Amélioration de la structure du sol et de la fertilité du sol, ce qui entraîne une augmentation de la production• Introduction de pratiques durables (c'est-à-dire que la technologie et les mesures étaient accessibles à différents groupes sociaux, y compris les plus vulnérables)
Plus d'informations	<ul style="list-style-type: none">• FAO "Conservation Agriculture Case Study Lesotho"

Cas d'utilisation 1 :Agriculture de conservation

La comparaison économique de LIKOTI et des pratiques conventionnelles

Dépenses totales (Maloti*/ha) et production (Maloti/ha), par pratique agricole

	Tracteur et animal	Animaux	LIKOTI
Engrais	270 ^a	270 ^a	230 ^b
Graine de maïs (10kg)	240	240	240
Labourer/Creuser des trous	494	0	0
Coût total	1,004	510	470
Production dans le site A	420	420	1,535
Profit dans le site A	-584	-90	1,065
Production dans le site B	1,210	1,210	1,890
Profit dans le site B	206	700	1,420

* Maloti est la monnaie du Royaume du Lesotho. 100 Maloti = environ 5 USD.

Source: Laura Silici, [Conservation Agriculture and Sustainable Crop Intensification in Lesotho](#)

Cas d'utilisation 2 : Système d'alerte précoce

Centre de prévision et d'applications climatiques de l'IGAO (ICPAC)

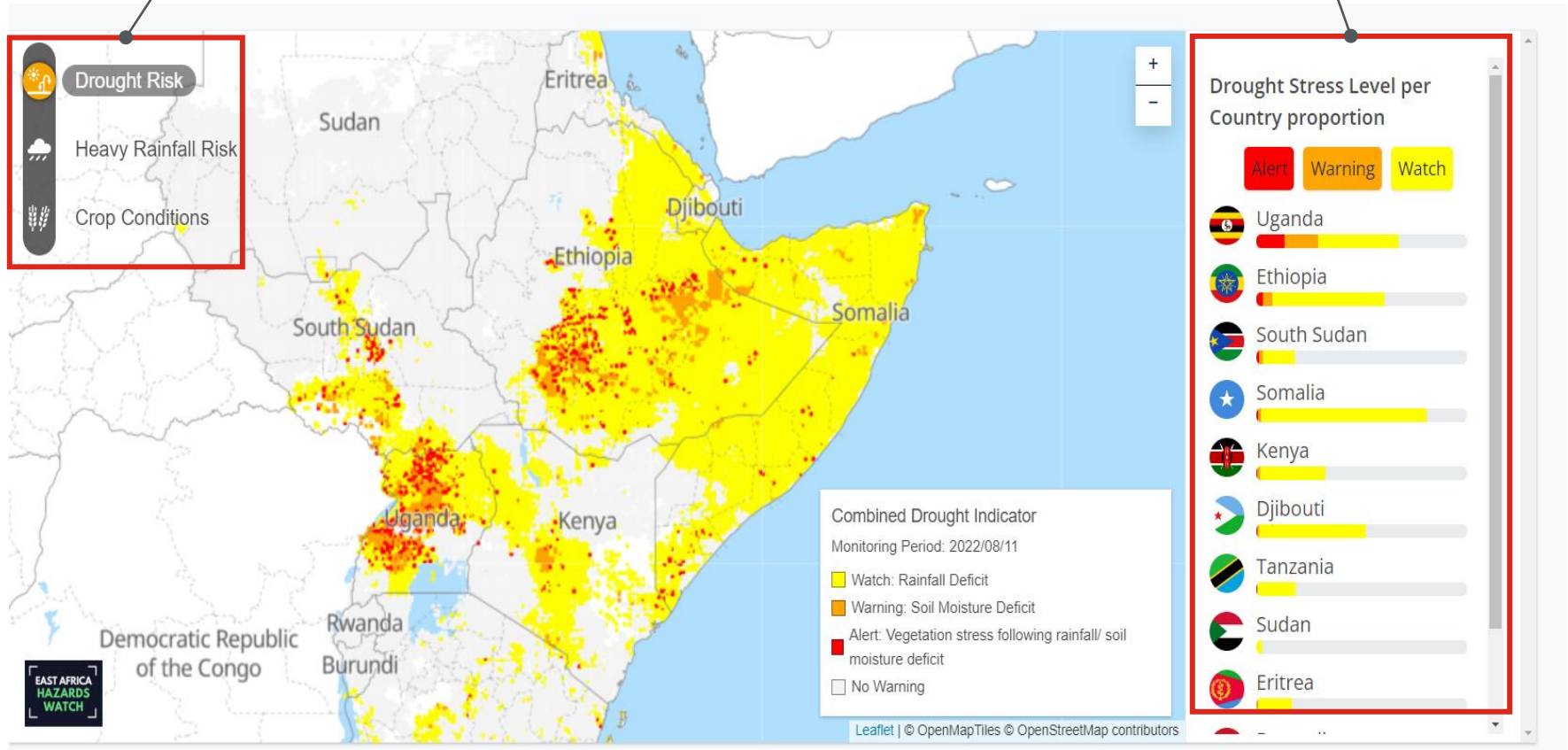
Pays/Région	Kenya (Nairobi et Harare) et 24 autres pays de la sous-région de l'Afrique orientale et australe.
Partenaires/Fonds	<ul style="list-style-type: none">• Organisation météorologique mondiale (OMM)• PNUD• Centre de prévision et d'application du climat (ICPAC) de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAO)
Description	<ul style="list-style-type: none">• Création d'un centre régional de surveillance de la sécheresse (DMC) à Nairobi et d'un centre plus petit centre à Harare• Introduction d'une méthodologie de prévision entièrement objective basée sur un modèle climatique.
Exemple d'impact	<ul style="list-style-type: none">• Atténuer et anticiper les pertes dues à des événements climatiques extrêmes, tels que la sécheresse.
Plus d'informations	<ul style="list-style-type: none">• OMM «État des services climatologiques 2020»

Cas d'utilisation 2 : Système d'alerte précoce

Carte des dangers

Types de Risque









Risque Niveau par pays



Source: [Site Web de l'ICPAC](#)

Cas d'utilisation 2 : Système d'alerte précoce

Domaine d'activité

-  Prévisions climatiques
 - Prévisions climatiques et alerte précoce
 - Surveillance du climat
 - Formations et recherche
 - Coproduction de services climatologiques
-  Diffusion de l'information sur le climat
 - Renforcement
 - Coproduire des services climatologiques
 - Information sur le climat et alertes précoces
 - Renforcement
 - Tables rondes et bâtiment Synergy
-  Surveillance de l'environnement
 - Améliorer la disponibilité et l'accès aux données d'observation de la Terre (OT)
 - Développement d'applications et de services basés sur l'OT pour surveiller
 - Renforcement des capacités
-  Ressource en eau
 - Surveillance et modélisation de l'eau
 - Capacité Bâtiment
 - Prédiction des ressources en eau
-  Gestion des risques de catastrophe
 - Renforcement
 - Surveillance et alertes précoces
 - Investissements pour la résilience
 - Coordination
 - Analyse du risque
 - Prise en charge de la récupération
-  Agriculture et sécurité alimentaire
 - Capacité Bâtiment
 - Avertissements et avis
 - Agriculture intelligente face au climat
-  Renforcement des capacités
 - Agriculture et sécurité alimentaire
 - Prévisions climatiques
 - Diffusion de l'information sur le climat
 - Changement climatique
 - Ressource en eau
 - Gestion des risques de catastrophe
 - Surveillance de l'environnement
 - Partage de données
-  Action contre les changements climatiques
 - Tendances et projections
 - Analyser Extrêmes climatiques
 - Évaluations d'impact
 - Analyse de scénarios
 - Plaidoyer pour l'action climatique
 - Accès au financement climatique

Source: [Site Web de l'ICPAC](#)

Cas d'utilisation 3 : Surveillance du changement climatique

Le programme d'information satellitaire et météorologique pour la résilience aux catastrophes en Afrique (SAWIDRA)

Pays/Région	L'Afrique
Partenaires/Fonds	<ul style="list-style-type: none">• Le 10e Fonds européen de développement• Fonds spécial pour le climat et le développement en Afrique (CDSF) de la Banque africaine de développement• Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT)
Description	<ul style="list-style-type: none">• 20 millions d'euros ont été alloués au programme.• Introduit quatre stations régionales de service avancé de retransmission (RARS) au Gabon, au Niger, au Kenya et en Afrique du Sud.• Les stations RARS fournissent des données satellitaires à haute résolution sur l'hydro météorologie. Les données peuvent être traitées par des modèles informatiques pour effectuer des analyses météorologiques.• Le météorologue peut accéder directement aux données satellitaires
Exemple d'impact	<ul style="list-style-type: none">• Au Kenya, les données satellitaires sont utilisées dans divers secteurs non limités à l'agriculture, mais également à l'eau, à la gestion des risques de catastrophe, aux conflits, à la santé, à la planification d'urgence communautaire et au renforcement de la résilience.• Les données satellitaires complètent les données de base du système de surveillance des risques en Afrique de l'Est (celle introduite dans les diapositives précédentes comme cas d'utilisation 2).
Plus d'informations	<ul style="list-style-type: none">• BAD, « La Banque africaine de développement soutient le développement d'observations par satellite pour les systèmes d'alerte précoce en Afrique »

Cas d'utilisation 3 : Surveillance du changement climatique

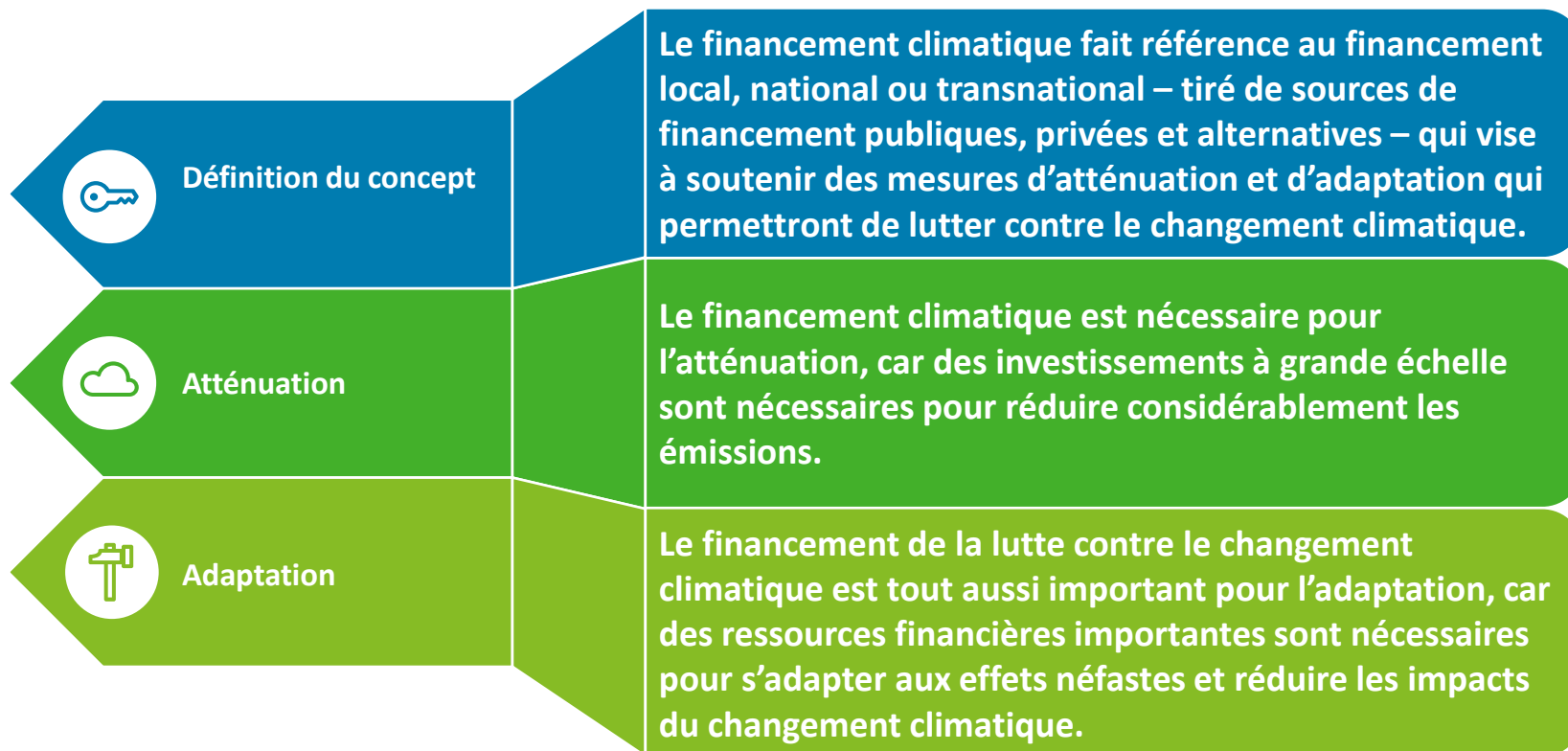
Station RARS à Kibiko Ngong, Nairobi, Kenya



Source: BAD, « [La Banque africaine de développement soutient le développement d'observations par satellite pour les systèmes d'alerte précoce en Afrique](#) »

Séance 4 : Introduction du financement climatique et les opportunités de développement des projets

Définition du financement climatique



La finance jouera un rôle essentiel dans la transition vers des économies résilientes et à faibles émissions de carbone

Définitions et vue d'ensemble

Qu'est-ce que le financement climatique et combien est nécessaire?

- Le financement climatique fait référence au financement local, national ou transnational – tiré de sources de financement publiques, privées et alternatives – qui vise à soutenir des mesures d'atténuation et d'adaptation qui permettront de lutter contre le changement climatique.



89 000 milliards USD dans les investissements dans les infrastructures dans les villes, les systèmes d'énergie et d'utilisation des sols et **4,1 billions USD** en investissements progressifs pour la transition à faible émission de carbone



Besoins d'investissement annuels moyens dans le système énergétique d'environ **2,4 billions USD** entre 2016 et 2035, représentant environ 2,5% du PIB mondial

X5

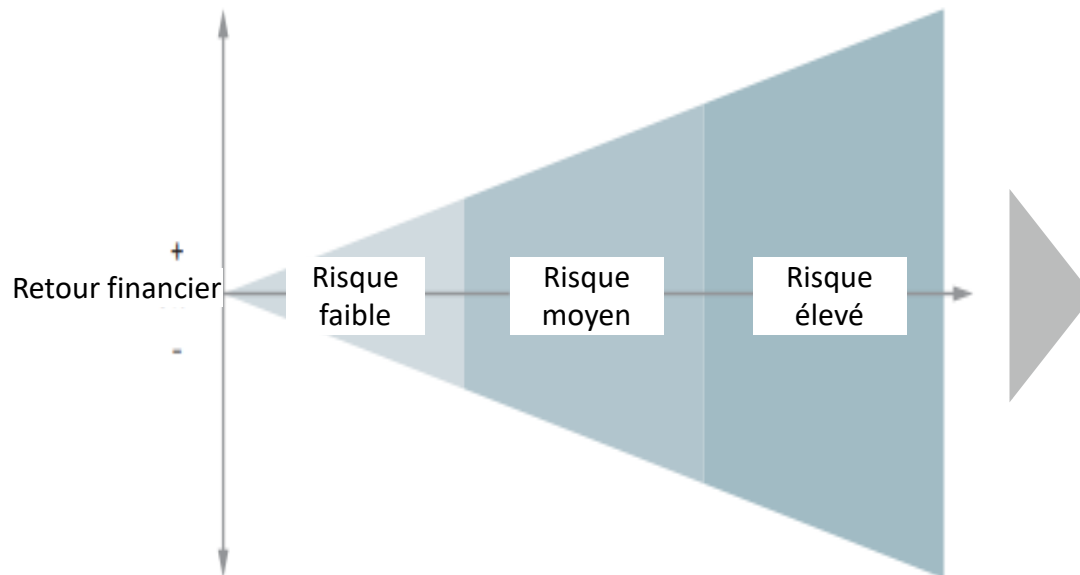
Augmentation des investissements dans les technologies énergétiques à faible émission de carbone et l'efficacité énergétique d'ici 2050

Importance de la finance dans les marchés émergents

- Les investissements à faible émission de carbone ont été déversés d'une région et d'un secteur à l'autre. Les risques liés à l'investissement dans certains sites et technologies sont souvent considérés comme trop élevés ou les rendements insuffisants.
- Les marchés émergents ont généré environ un quart du produit intérieur brut (PIB) mondial, mais n'ont attiré que 13 % des investissements à faible émission de carbone au cours de la dernière décennie.
- Les pays à faible revenu, où les risques d'investissement sont particulièrement élevés, n'ont enregistré que 0,1 % du total des investissements dans les énergies propres entre 2009 et 2018.

**En matière d'investissement, le risque et le rendement sont fortement corrélés.
L'augmentation des retours sur investissement potentiels va généralement de pair
avec un risque accru.**

La théorie qui sous-tend la détermination des rendements (ou des taux d'intérêt)



- Plus le risque est élevé, plus le rendement (ou la perte) pour l'investisseur est élevé.
- Pour le créancier, plus le risque est élevé, plus le coût du capital (et donc le coût du projet est élevé!)

Basique Produits financiers

Prêt (Dette)

Accord qui oblige le prêteur à mettre à la disposition de l'emprunteur une somme d'argent convenue pour une période convenue et en vertu duquel l'emprunteur est tenu de rembourser ce montant dans le délai convenu

Équité

Mise à disposition de capitaux à une entreprise, investis directement ou indirectement en contrepartie de la propriété totale ou partielle de cette entreprise et lorsque l'investisseur en actions peut assumer un certain contrôle de gestion de l'entreprise et peut partager les bénéfices de l'entreprise

Garantie

Engagement écrit d'assumer la responsabilité de tout ou partie de la dette ou de l'obligation d'un tiers ou de l'exécution réussie par ce tiers de ses obligations si un événement se produit qui déclenche une telle garantie, tel qu'un défaut de paiement

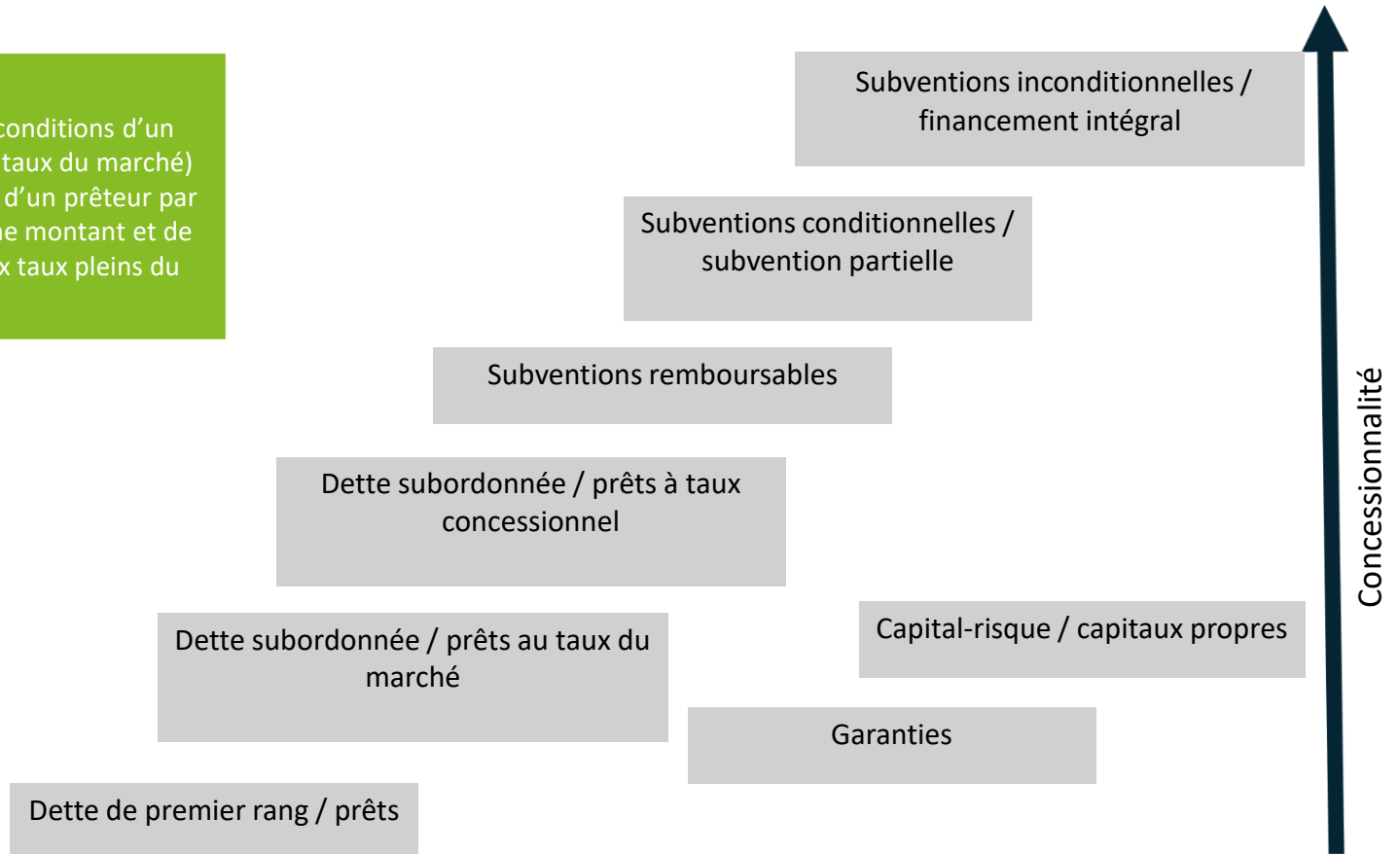
Quasi - Équité

Un type de financement qui se situe entre les capitaux propres et la dette, ayant un risque plus élevé que la dette de premier rang et un risque inférieur à celui des actions ordinaires.
Les investissements en quasi-actions peuvent être structurés sous forme de dette, généralement non garanties et subordonnées et en certains cas convertibles en actions ou en actions privilégiées

Concessionnalité et produits financiers

Concessionnalité:

Mesure dans laquelle les conditions d'un prêt souple (inférieur aux taux du marché) réduisent les rendements d'un prêteur par rapport à un prêt du même montant et de la même durée avancé aux taux pleins du marché.



Qui sont les principaux fournisseurs de financement climatique ?

Fonds climatiques internationaux/multilatéraux

Institution	Finance programme	Quantité	Description
CTCN	Programme d'intervention	USD 250K, 1 an	Les entités nationales désignées (EMI) dans les économies émergentes peuvent l'utiliser pour l'évaluation des technologies et l'élaboration de politiques, etc.
FVC	Facilité de préparation de projets (PPF)	USD 1,5 million /projet	Il s'agit d'un fonds pour la préparation d'une proposition de financement au FVC. Ceci est utilisé pour une étude de faisabilité et / ou une recherche environnementale, socio-économique et / ou de genre, etc.
	Empressement Programme	USD 1 million (Soutien à l'élaboration de politiques : USD 3 millions)	Autorités nationales désignées (AND) et les points focaux (PF) peuvent utiliser ce fonds pour préparer une proposition de financement au FVC, pour élaborer un plan national d'adaptation (PAN) et pour mettre en œuvre le renforcement des capacités des institutions concernées.
	Processus d'approbation simplifié (SAP)	USD 10 millions USD, plusieurs années	Le fonds est plus petit (moins de 10 millions USD) mais le processus de demande est simplifié
	Facilité pour le secteur privé (PSF)	Aucune limite	Ce fonds est utilisé pour mobiliser des financements privés. GCF fournit des prêts avec taux préférentiel, fonds propres, garantie, etc.

Qui sont les principaux fournisseurs de financement climatique ?

Fonds climatiques internationaux/multilatéraux

Institution	Finance programme	Quantité	Description
Fonds d'adaptation	<ol style="list-style-type: none"> 1. Subventions de l'ensemble des programmes de préparation 2. Subventions pour la formulation de projets 3. Subventions d'assistance technique 4. Bourses d'apprentissage 5. Subventions de mise à l'échelle du projet 	<ol style="list-style-type: none"> 1. 150 000 USD 2. 50 000 USD 3. 25 000 USD 4. 150 000 USD 5. 100 000 USD 	Ils fournissent un soutien financier aux entités nationales de mise en œuvre (NIE) pour développer des projets
	Mécanisme d'innovation	Petit : 250 000 USD Grand: 5 millions USD	Ce fonds vise à accélérer le développement technologique et/ou l'innovation dans l'adaptation aux changements climatiques. Le mécanisme de subvention important sert à mettre à l'échelle une technologie éprouvée.
GEF (FEM)	Le GEF soutient les économies émergentes par l'intermédiaire du Fonds pour les pays les moins avancés (PMA) et du Fonds spécial pour les changements climatiques (FCSC). Le montant disponible peut être varié.		

Qui sont les acteurs du financement de l'action climatique ?

Intervenants du secteur public

Gouvernement national

- Les gouvernements nationaux se concentrent généralement sur l'établissement de politiques établissant un environnement propice au financement
- Dans certains cas, les gouvernements peuvent choisir de fournir un financement sous forme de subventions et d'allègements fiscaux, entre autres, soutenus par le budget public.
- Les subventions publiques peuvent rendre les projets investissables lorsque les coûts ou l'incertitude seraient autrement trop élevés

Banques de développement

- Les banques de développement sont généralement le bras financier des gouvernements nationaux.
- Ils financent des projets contribuant au développement et à d'autres priorités nationales.
- Dans certains cas, les banques de développement peuvent fournir des crédits au secteur privé, ainsi que des fonds propres et des garanties.

Institutions de financement du développement (IFD)

- Les institutions de financement du développement (IFD) sont des agences gouvernementales de développement ou les branches du secteur privé des banques multilatérales de développement (BMD).
- Les IFD s'efforcent de faire progresser le développement économique durable dans les économies émergentes en fournissant des fonds propres, des financements à long terme, l'atténuation des risques et d'autres outils qui stimulent l'investissement dans le développement.

Qui sont les acteurs du financement de l'action climatique ?

Intervenants du secteur privé

Banques commerciales et d'investissement

- Les banques commerciales et d'investissement jouent un rôle central au sein du système financier, agissant à la fois en tant que fournisseurs de capitaux et en tant qu'intermédiaires financiers.
- Les banques commerciales peuvent prêter directement à des projets ou à des entreprises. Leurs portefeuilles sont essentiellement leurs portefeuilles de prêts, ou les prêts en cours dus à la banque.
- Les banques d'investissement, qui peuvent faire partie de grandes institutions financières ou d'entités autonomes, agissent également en tant qu'intermédiaires entre les investisseurs et les sociétés ou les développeurs de projets en souscrivant des obligations ou des offres d'actions.

Gestionnaire d'actifs et propriétaire d'actifs

- Les gestionnaires d'actifs sont des intermédiaires qui gèrent les investissements d'autres organisations et particuliers. Il s'agit notamment de fonds de capital-risque, d'investissement d'impact et de capital-investissement.
- Ils peuvent aller de petites entreprises spécialisées (telles que celles axées uniquement sur l'énergie propre) à de grandes institutions qui gèrent des billions de dollars dans toutes les classes d'actifs et toutes les zones géographiques.

Financement direct

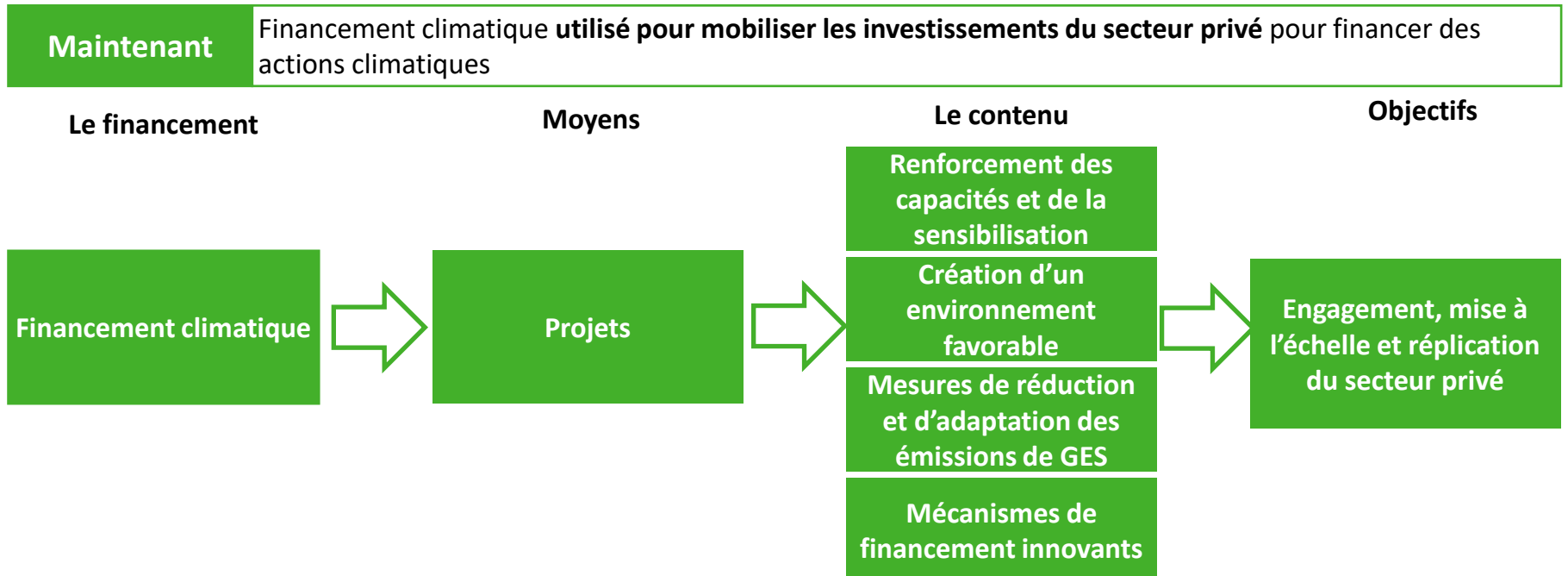
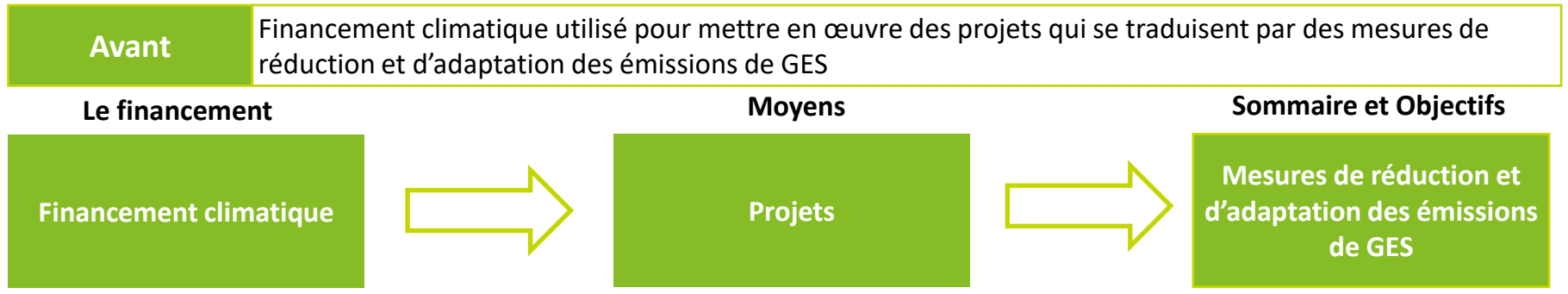
- D'autres institutions peuvent choisir de fournir du financement directement à leurs clients. Il s'agit notamment de modèles de financement d'actifs et de prêts basés sur des actifs.
- Les fournisseurs de SHS peuvent utiliser ce modèle pour fournir un financement à petite échelle à leurs clients.

Qui sont les principaux fournisseurs de financement climatique ?

Autres fonds internationaux, multilatéraux et bilatéraux

Banques multilatérales de développement (BMD)	<ul style="list-style-type: none">▪ Jouer un rôle de premier plan dans la mise en place d'un financement multilatéral de la lutte contre le changement climatique▪ Bon nombre d'entre eux ont intégré les considérations relatives au changement climatique dans leurs prêts et opérations de base.▪ La plupart des BMD administrent désormais également des initiatives de financement de la lutte contre le changement climatique ayant une portée régionale ou thématique.
Fonds bilatéraux	<ul style="list-style-type: none">▪ Facilité D'AMNA<ul style="list-style-type: none">▪ Initiative conjointe de l'Allemagne, du Royaume-Uni, du Danemark et de la CE▪ Soutient la mise en œuvre d'ambitieuses mesures d'atténuation appropriées au niveau national (AMNA)▪ GCCI – Global Climate Change Initiative (États-Unis)▪ GCPF – Fonds mondial de partenariat pour le climat (Allemagne, Royaume-Uni et Danemark)▪ ICF – Fonds international pour le climat (Royaume-Uni)
Autres canaux bilatéraux	<ul style="list-style-type: none">▪ Japon – MOFA, JBIC, JICA▪ Allemagne – BMZ, GIZ, La KfW▪ Norvège – NORAD, NMFA▪ États-Unis - USAID

Tendance actuelle du financement climatique



Concepts importants dans le financement climatique

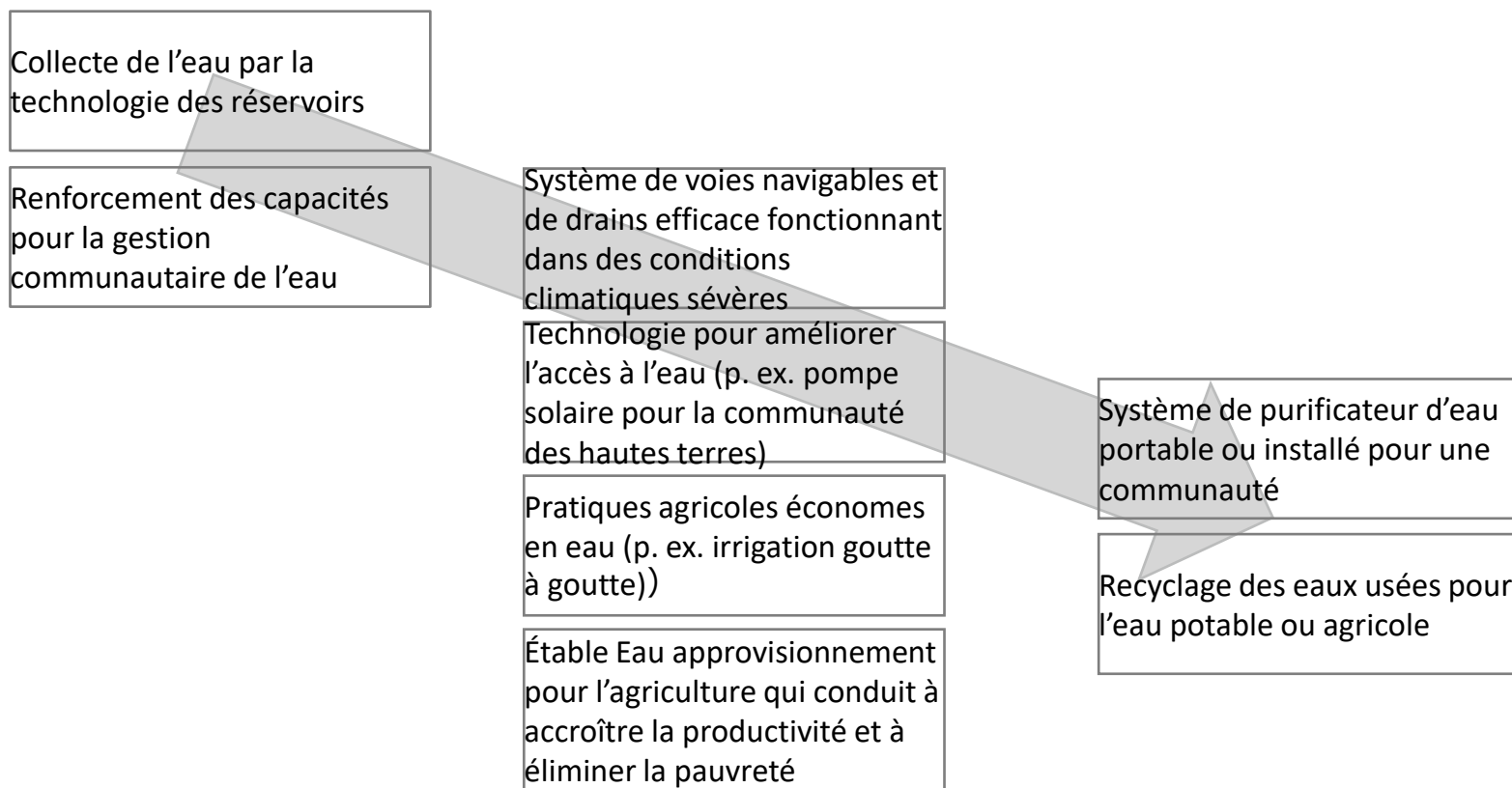
Concepts clés

Justification du climat	<ul style="list-style-type: none">▪ Base pour montrer qu'une intervention particulière va au-delà de l'impératif de développement d'un pays et démontre que l'investissement proposé est vraiment une intervention nécessaire en raison de la situation climatique changeante d'un pays.
Paradigme	<ul style="list-style-type: none">▪ Comment un projet peut-il/programmer catalyser l'impact au-delà d'un investissement ponctuel ?▪ Théorie du changement – comment un projet/programmes l'impact peut orienter la voie du développement vers un développement à faibles émissions et/ou résilient au changement climatique.
Durabilité	<ul style="list-style-type: none">▪ Comment un projet peut-il/programmer être soutenu après la fin du soutien ?▪ Durabilité à long terme et stratégie de sortie▪ L'engagement des parties prenantes est la clé de la durabilité
Additionnalité	<ul style="list-style-type: none">▪ Un projet se réalisera-t-il sans ressources de financement climatique ?▪ Démonstration que la configuration de référence, ou scénario de maintien comme d'habitude, est différente du scénario de projet.▪ Fournit l'assurance que les émissions de GES atteintes ne se seraient pas produites en l'absence de soutien financier climatique.

Il est important de réfléchir à la façon d'innover dans la chaîne de valeur du secteur

- Lors de l'accès à un grand fonds climatique comme le FVC, une vue d'ensemble tirant parti de l'ensemble de la chaîne de valeur et / ou améliorant la résilience climatique d'une communauté sera nécessaire.
- Une étape suggérée consiste à mettre en œuvre une partie du projet en utilisant un fonds plus petit avant d'accéder à un fonds de lager pour élargir le projet et / ou cibler les communautés.

Exemple de composantes de projet dans le domaine de l'eau et des secteurs connexes pour améliorer la résilience au changement climatique



Opportunité de financement climatique : FVC

Fonds vert pour le climat appuie des projets d'adaptation et d'atténuation du changement climatique

Aperçu



- La COP de Cancun, au Mexique (COP 16), décide de créer le FVC. Son opération d'investissement a débuté en 2015.
- Gcf est un véhicule de financement pour les pays en développement dans le cadre de l'architecture climatique mondiale, au service du Mécanisme financier de la CCNUCC et de l'Accord de Paris.



- Le FVC vise à atteindre un équilibre de 50:50 entre les allocations d'atténuation et d'adaptation dans son portefeuille
- Le FVC vise à faire en sorte qu'au moins 50 % du financement de l'adaptation aille à des pays particulièrement vulnérables, y compris les PMA, les PEID et les États africains.

**Domaine ciblé
pour l'atténuation
et l'adaptation**

Adaptation

- Santé, sécurité alimentaire et hydrique
- Moyens de subsistance des personnes et des communautés
- Infrastructure et environnement bâti
- Écosystèmes et services écosystémiques

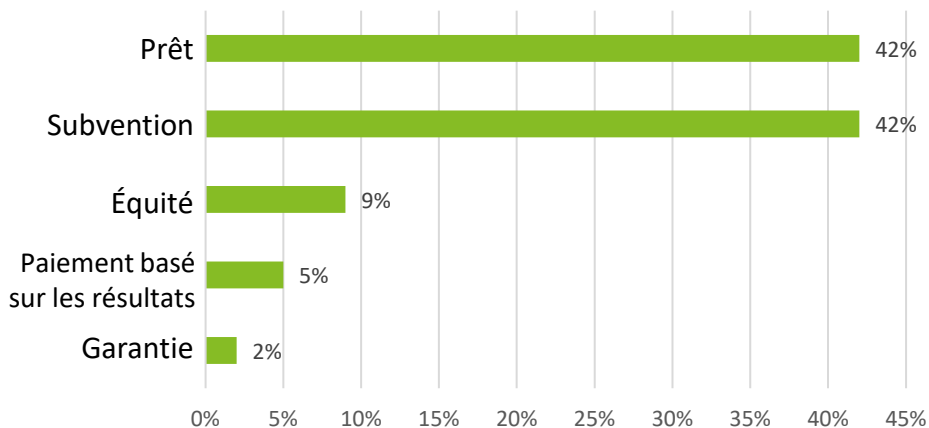
Atténuation

- Production et accès à l'énergie
- Transport
- Bâtiments, villes, industries et appareils électroménagers
- Forêts et utilisation des terres

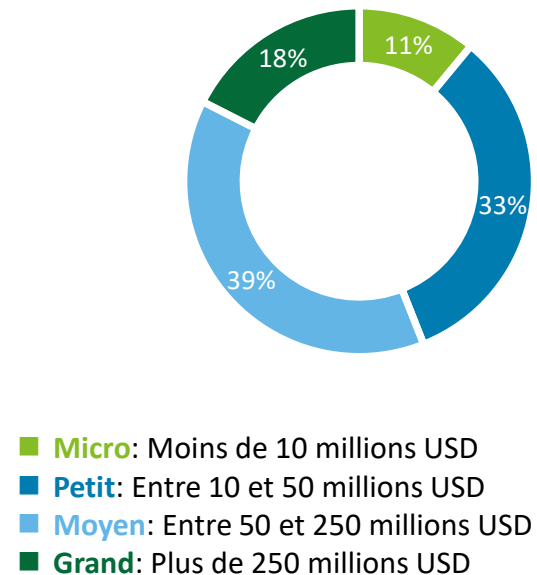
Les prêts et les subventions représentent chacun 40 % du financement du FVC. Environ 70 % des projets ont été attribués entre 10 et 250 millions de dollars UDS.

FVC fournit un prêt, une subvention, des capitaux propres, un résultat Basé paiement, garantie et combinaison de ceux-ci.

Percentage of financing schemes



Percentage of approved projects by funding size



Source : [GCF EN UN COUP D'OEIL Portefeuille de projets Page 2](#) (le 18 aout, 2022)
[Bibliothèque de données ouvertes du FVC](#) (idem que ci-dessus)
[Site Web du FVC](#) (idem comme ci-dessus)

Le FVC a 6 critères d'investissement. Un projet doit répondre à ces critères.

Critères d'investissement

01

Potentiel d'impact

- Atténuation : quelle quantité d'émissions sera-t-elle réduite ?
- Adaptation: combien de bénéficiaires sont sauvés des pertes (vies, actifs, moyens de subsistance, pertes environnementales et sociales) dues à l'impact des catastrophes climatiques extrêmes?

02

Potentiel de changement de paradigme

- Comment le projet peut-il catalyser l'impact au-delà d'un investissement ponctuel ?
- Théorie du changement

03

Développement durable

- En plus des impacts sur l'atténuation et l'adaptation, quels sont les avantages connexes en termes d'autonomisation économique, sociale, environnementale et de genre?
- Comment le projet contribue-t-il à la réalisation des ODD ?

04

Besoins des bénéficiaires

- Quels sont les besoins financiers, économiques, sociaux et institutionnels du pays et les obstacles à l'accès aux sources nationales (publiques), privées et internationales de financement liées au climat?
- Comment le projet répondra-t-il aux besoins et aux obstacles?

05

Propriété du pays

- Comment le projet s'harmonise-t-il avec les contributions déterminées au niveau national (CDN), les plans nationaux pertinents et/ou les cadres politiques et institutionnels habilitants?
- Comment le financement contribuera-t-il à la réalisation des objectifs de développement et des politiques en matière de changement climatique?
- Les intervenants concernés ont-ils été mobilisés et consultés pendant l'élaboration du projet?

06

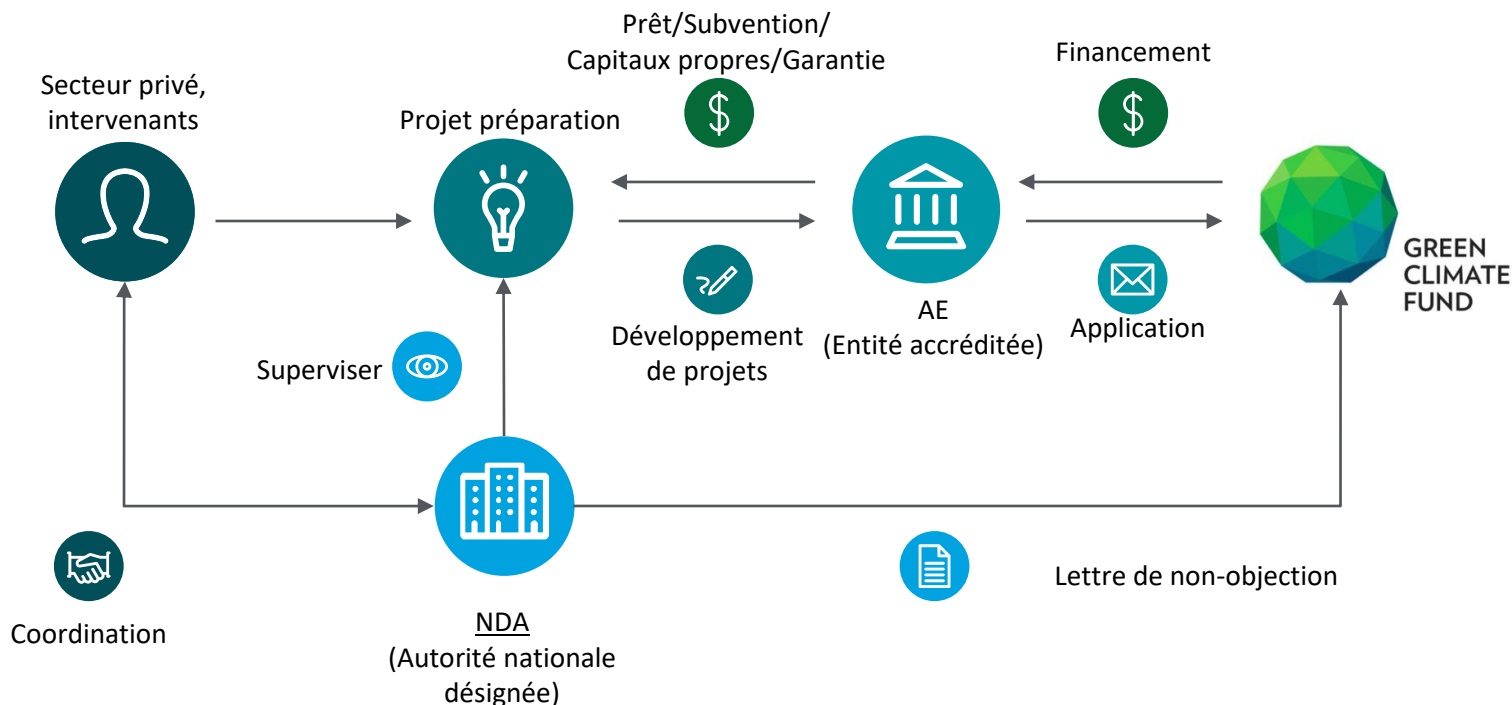
Efficiencia et efficacité

- Rentabilité : quel impact (tCO₂e) par dollar américain en résulte ?
- Quel est le niveau de cofinancement mobilisé?
- Comment le projet s'applique-t-il et s'appuie-t-il sur les meilleures pratiques?

Pour un projet relevant du FVC, l'entité accréditée (AE) et l'autorité nationale désignée (NDA) assument une responsabilité importante

- AE appliquera un financement au FVC pour accéder au financement du FVC.
- Un pays hôte émet une « lettre de non-objection » par le biais de la NDA afin de s'assurer que le pays est propriétaire de la demande de l'AE.

Vue d'ensemble du schéma d'application



Il est essentiel de coordonner et de corroborer avec NDA et AE dès la phase de préparation du projet afin d'accéder au financement du FVC.

Les parties prenantes essentielles et leur responsabilité

Autorités nationales désignées (NDA)

- NDA est une institution gouvernementale qui coordonne les activités dans le cadre du FVC
- Une proposition de financement au FVC doit être examinée par NDA et accompagnée d'une « Lettre de non-objection » émise par NDA
- Il est essentiel de communiquer avec NDA pour s'assurer qu'un projet est aligné sur la politique nationale sur le changement climatique et d'autres politiques de développement.
 - NDA de RDC : [Coordination nationale du Fonds vert pour le climat](#)

Entité accréditée (AE)

- AE soumet une proposition de projet au FVC et reçoit un financement du FVC
- 113 des AE ont résisté en mai 2022. Ils sont classés en DAE et International AE.

Entités d'accès direct (DAE)

- Institutions nationales et/ou quasi nationales dans un pays ou une région
- NDA nomme une institution en tant que DAE
- DAE peut gérer le programme de préparation du FVC
- Exemple : Attijariwafa Banque (AWB), Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Fonds Acumen

Entités d'accès international

- Organisations des Nations Unies, banques de développement, institutions financières internationales, etc.
- Exemple : Africa Finance Corporation (AFC), Banque africaine de développement (BAD), Banque mondiale, PNUD, Fonds mondial pour la nature (WWF)

Opportunité de financement climatique : CTCN

Contexte et objectifs du CTCN

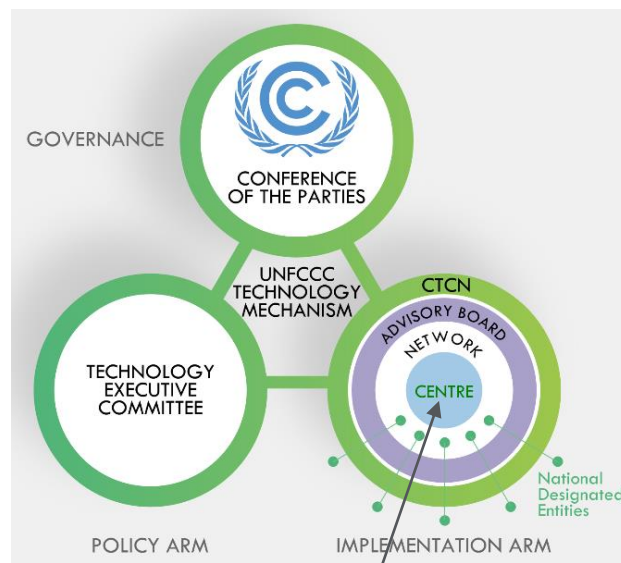
Contexte et objectifs

Contexte

- Dans le cadre du processus des Nations Unies sur les changements climatiques, les pays ont confirmé l'importance d'améliorer le développement et le transfert de technologies vers les pays en développement.
- Pour faciliter cela, en 2010, la Conférence des Parties a mis en place le Mécanisme technologique.
- Le Mécanisme technologique se compose de deux organes : le Comité exécutif de la technologie, qui est l'organe directeur du Mécanisme de la technologie, et le Centre et réseau de technologie climatique, qui est l'organe de mise en œuvre du Mécanisme de la technologie.

Objectifs

S'attaquer aux vecteurs qui entravent le développement et le transfert de technologies climatiques pour devenir une force catalytique dans la création d'un environnement propice à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de la vulnérabilité climatique, à l'amélioration des capacités d'innovation locales et à l'augmentation des investissements dans les projets de technologie climatique.

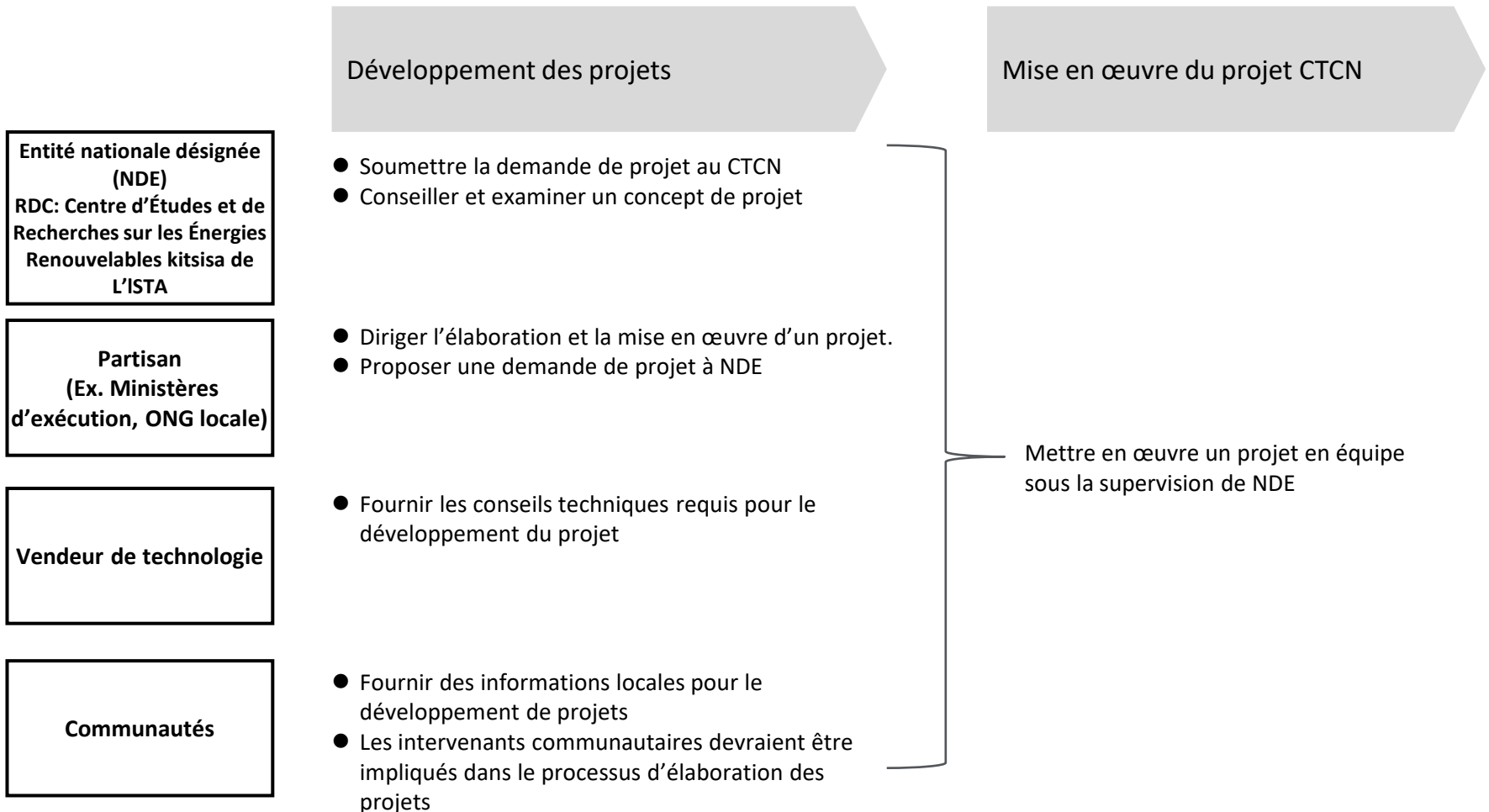


14 institutions sont constituées d'un centre de consortium, co-hébergé par l'ONUDI et le PNUE.



Parties prenantes pour un projet du CTCN

Rôle principal de chaque partie prenante

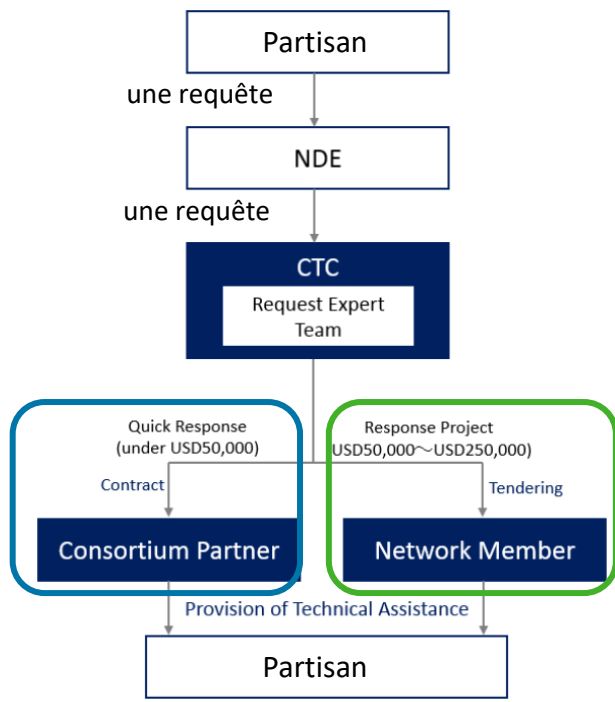


Plusieurs possibilités de financement sont disponibles, y compris le Climate Technology Centre and Network (CTCN) qui fournit jusqu'à 250 000 \$ US de subvention en tant qu'assistance technique.

Le CTCN offre deux possibilités de financement en tant qu'AT; Projet de réponse et de réponse rapide. La réponse rapide correspond à des demandes allant jusqu'à 50 000 USD pour un projet s'étendant sur quelques mois, tandis que les projets de réponse correspondent à des budgets allant jusqu'à 250 000 USD pour des projets de 1 an.

Processus de demande et catégorisation de la demande

Le CTCN offre deux catégories de soutien à l'assistance technique; **Projet de réponse** et de **réponse rapide**.



- ① **Partisan:** Préparer une demande en consultation avec NDE
- ② **NDE:** Évaluer la demande et la soumettre au CTC après son approbation formelle
- ③ **CTC:**
 - Évaluer et adopter la demande (1-2 semaines)
 - La "Requeté expert team" qui affine la demande et prépare le plan de réponse (2-8 semaines)
 - Sélectionner les prestataires en tenant compte de la taille du projet
- ④ **Partenaire du consortium ou membre du réseau sélectionné:** Fournir une assistance technique

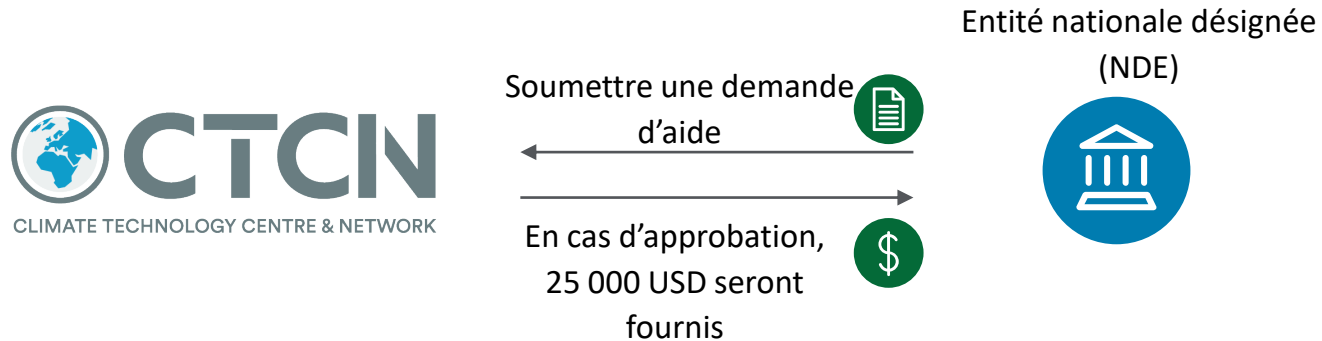
Types de support technique

Les ATC peuvent cibler les contenus suivants :

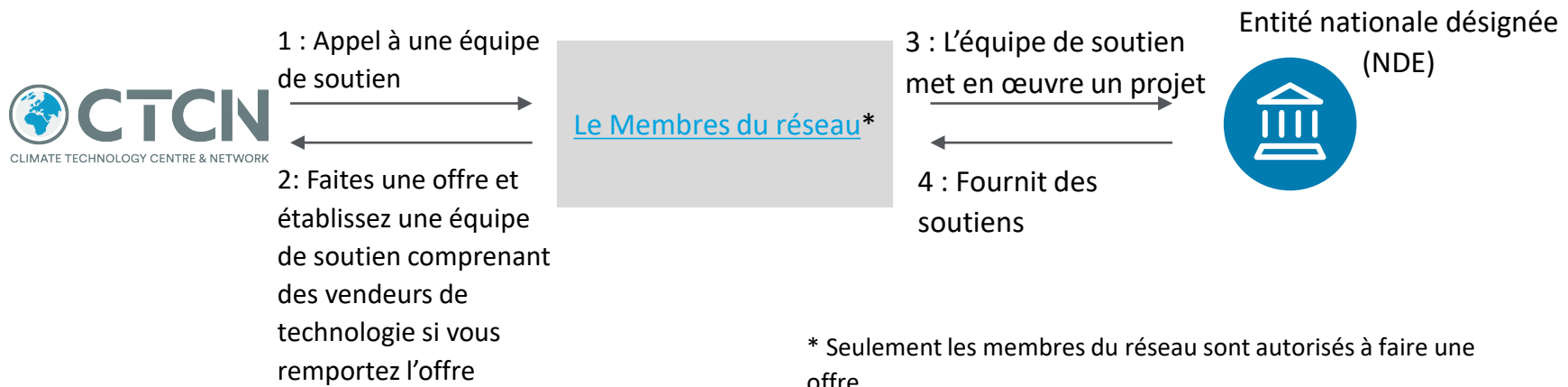
1. Outils d'aide à la décision et/ou fourniture d'informations
2. Feuilles de route et stratégies sectorielles
3. Recommandations de réformes juridiques, de politiques et de réglementations
4. Facilitation du financement
5. Engagement du secteur privé et création de marchés
6. Recherche et développement de nouvelles technologies
7. Faisabilité des options technologiques
8. Pilotage et déploiement de technologies dans des conditions locales
9. Identification et hiérarchisation des technologies

Le CTCN sélectionnera un projet d'assistance technique soumis par un pays hôte. Un appel pour une équipe de soutien et une mise en œuvre du projet suivront.

Demande de projet



Mise en œuvre du projet



* Seulement les membres du réseau sont autorisés à faire une offre.

Étapes pour développer un projet dans le cadre du programme FVC

Élaboration d'une note conceptuelle basée sur les plans d'action technologiques

Utiliser les plans d'action technologiques pour préparer une note conceptuelle

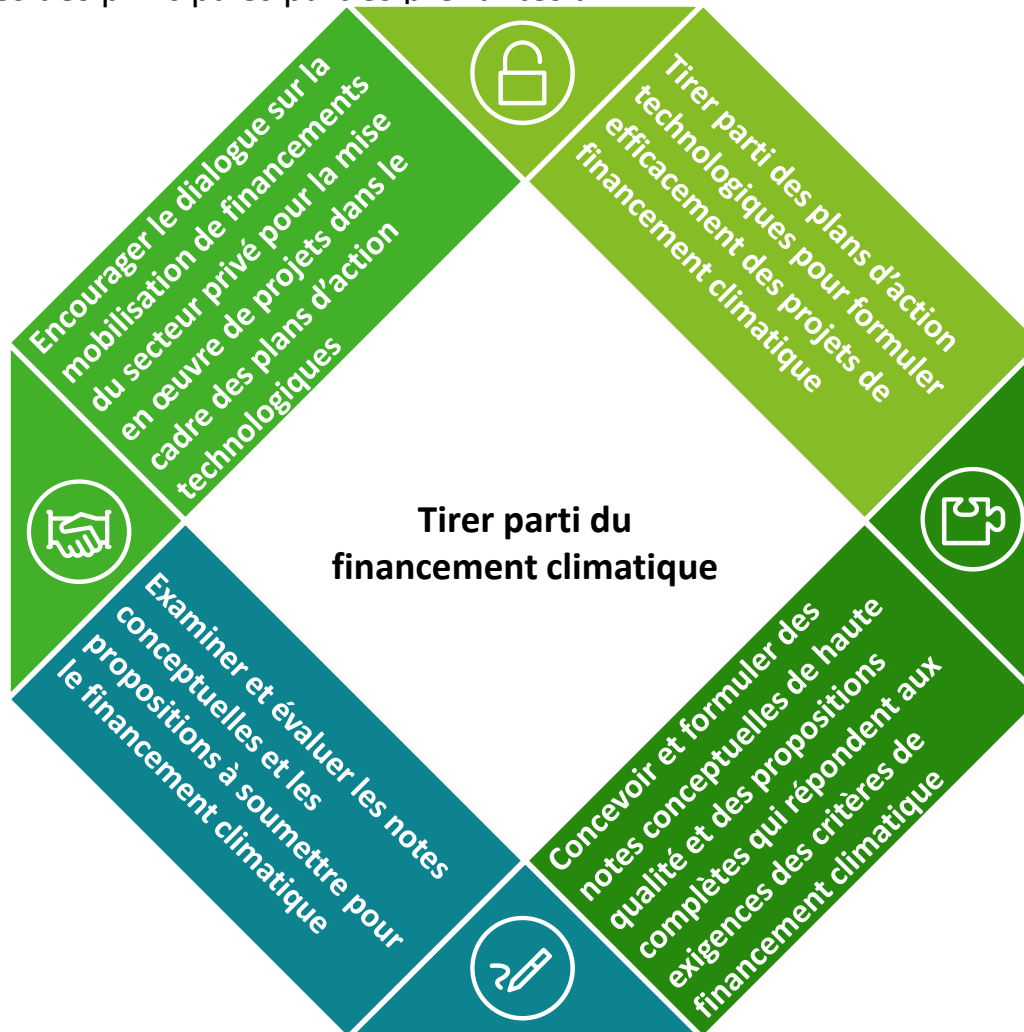
- La plupart des éléments nécessaires pour remplir une note conceptuelle sont disponibles dans les plans d'action.
- Il est important de comprendre comment utiliser les plans d'action pour élaborer des notes conceptuelles et les apporter aux entités accréditées.

01 Comprendre comment une note conceptuelle est structurée

02 Comprendre quelles parties des plans d'action technologiques peuvent être appliquées à des sections spécifiques d'une note conceptuelle

Comment utiliser le Plan d'action technologique?

Renforcer les capacités des principales parties prenantes à :



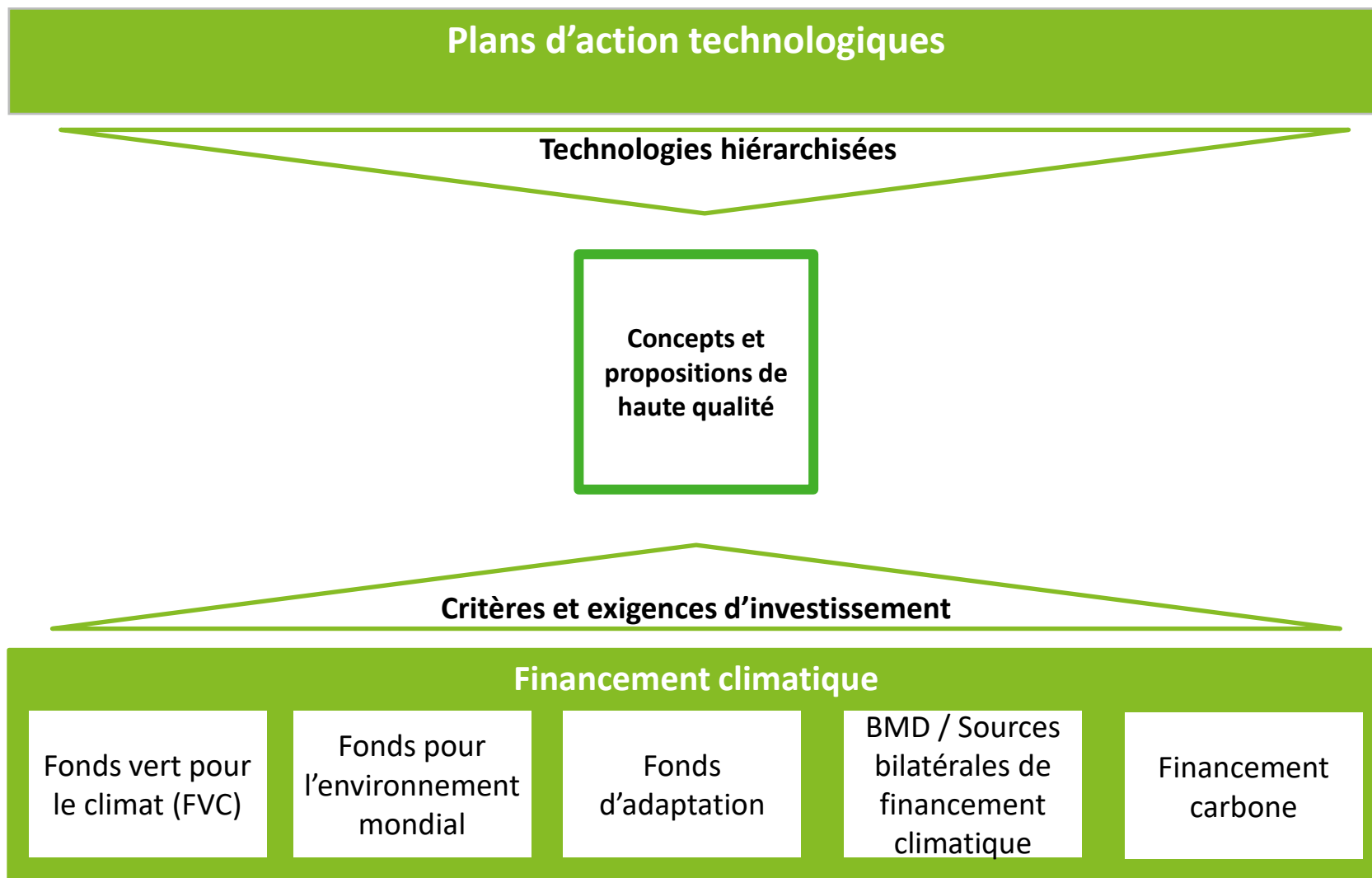
Qu'est-ce que la note conceptuelle du FVC?

Objet et renseignements requis

Objectif	« La note conceptuelle présente un résumé d'un projet propose / programme au FVC afin de recevoir des commentaires du Secrétariat du FVC sur la question de savoir si le concept est aligné sur les objectifs, les politiques et les critères d'investissement du Fonds. Ces commentaires fourniront des informations pour développer et renforcer davantage le projet/programme idée. »
Table des matières	Section A : Projet/programme résumé
	Section B : Projet/programme information B.1 Contexte et niveau de référence B.2. Description du projet/programme B.3. Résultats attendus du projet alignés sur les critères d'investissement du FVC B.4. Engagement entre la NDA, l'AE et/ou d'autres parties prenantes concernées dans le pays
	Section C : Financement indicatif/Informations sur les coûts C.1. Financement par composantes C.2. Justification de la demande de financement du FVC C.3. Durabilité et reproductibilité du projet (stratégie de sortie)
	Pièces justificatives soumises (facultatif) <ul style="list-style-type: none">• Carte indiquant l'emplacement du projet/programme• Diagramme de la théorie du changement• Modèle économique et financier avec hypothèses clés et scénarios de stress potentiels• Etude de pré faisabilité• Rapport d'évaluation du projet précédent• Résultats de l'examen des risques environnementaux et sociaux

Source: [FVC](#)

Méthodologie



Mesures de mise en œuvre des plans d'action technologiques

Plans d'action technologiques – Agriculture

Plan d'action 1 : Diffusion de l'agriculture de conservation

Activité 1.1 Procéder à la sensibilisation générale

Activité 1.2 Définir le concept d'« agriculture de conservation » et recenser les problèmes à résoudre

Activité 1.3 Concevoir et élaborer un projet expérimental et évaluer les conditions locales

Activité 1.4 Évaluer le projet expérimental et mettre en place un mécanisme de suivi

Activité 1.5 Élaborer une stratégie de diffusion des technologies

Plan d'action 2 : Diffusion du système d'alerte précoce

Activité 2.1 Créer un schéma avec identification des parties prenantes responsables des composantes du SAP

Activité 2.2 Déterminer les sites d'installation des stations de surveillance

Activité 2.3 Concevoir un projet expérimental et cibler les communautés

Activité 2.4 Élaborer un système et un protocole de diffusion des alertes d'avertissements par les autorités et les médias

Activité 2.5 Renforcer les capacités d'analyse des données

Plan d'action 3 : Diffusion des systèmes de surveillance du changement climatique

Activité 3.1 Renforcer les capacités institutionnelles et techniques

Activité 3.2 Définir la stratégie et les objectifs

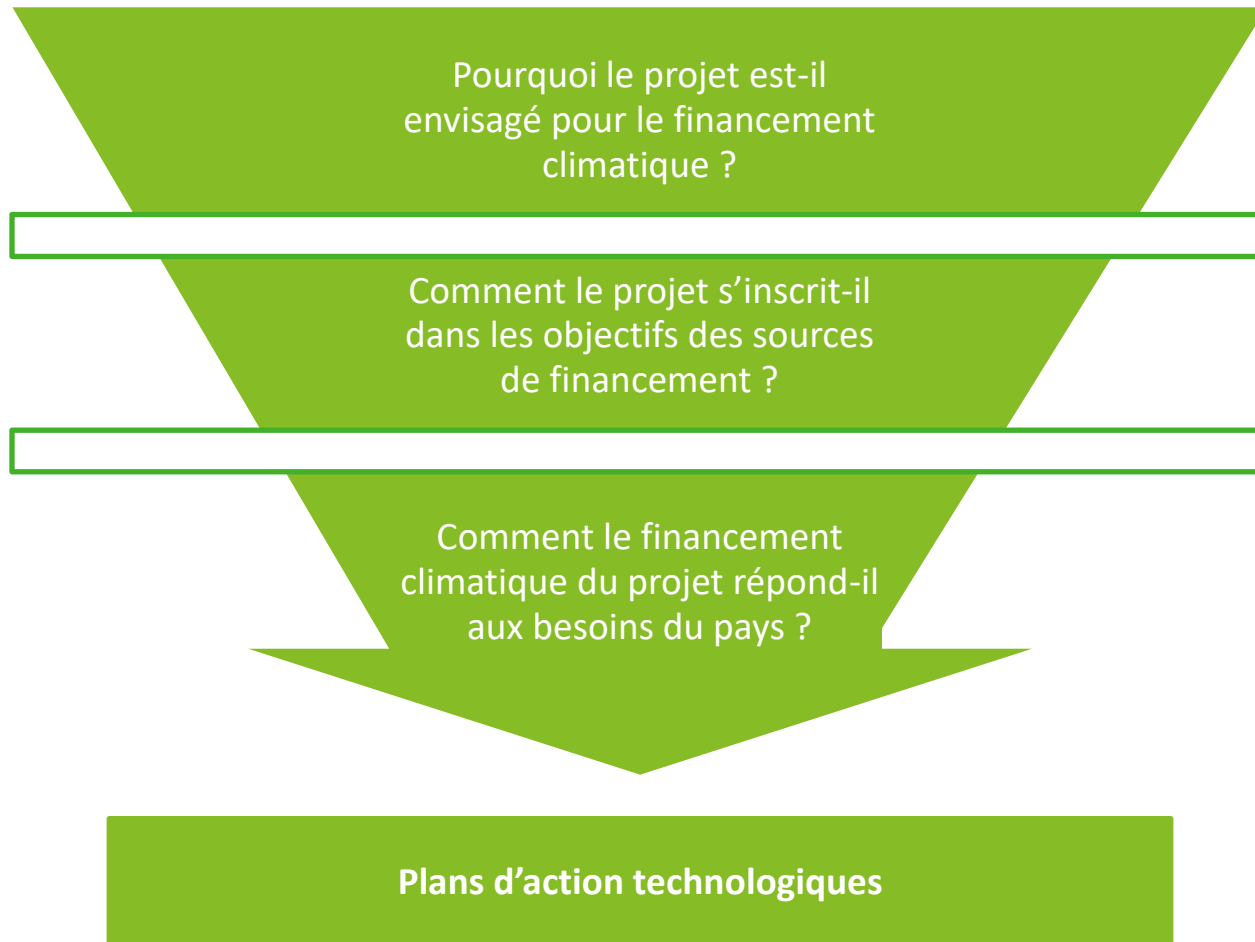
Activité 3.3 Réaliser une étude de faisabilité et consulter les parties prenantes

Activité 3.4 Élaborer des mesures de diffusion au sein des communautés locales

Activité 3.5 Élaborer et mettre en œuvre des mesures pour mitiger les risques

Définir un concept et la portée du projet

La première étape consiste à définir le concept et la portée du projet



Élaboration d'une note conceptuelle basée sur les plans d'action technologiques (aperçu)

Note conceptuelle

Plans d'action technologiques

Note conceptuelle		Plans d'action technologiques	
Section A	Résumé du projet	Toutes les sections	Le résumé du projet tire parti de l'information provenant de toutes les autres sections du CN
Section B1	Contexte et base de référence	Statut du secteur	La note conceptuelle peut s'appuyer sur la première section par technologie
		Vue d'ensemble des technologies	Peut fournir des informations supplémentaires sur les raisons pour lesquelles la technologie est nécessaire dans votre pays
		Vue d'ensemble des obstacles	Peut fournir des informations supplémentaires sur les raisons pour lesquelles le soutien du FVC est nécessaire
Section B2	Programme description (y compris les objectifs)	Objectifs et buts	Donne un aperçu des objectifs du secteur
		Plan de mise en œuvre	Fournit une perspective détaillée des activités requises. Devrait être complété par le cadre logique des résultats

Quels sont vos besoins / priorités les plus importantes?

01

Les demandes et les approbations de financement climatique sont basées sur les besoins de la partie requérante

- Comment le soutien devrait répondre à ces besoins, à la fois en termes de contribution à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique, et en termes de réalisation des objectifs de développement du pays

02

Les plans d'action technologiques exposent les besoins du pays du point de vue technologique

- De quoi avez-vous le plus besoin pour votre secteur?
- Quels éléments pourraient être inclus dans le concept qui répondraient aux besoins identifiés?

03

Le concept du projet doit être ciblé

- Tous les aspects des plans d'action et tous vos besoins ne peuvent pas être abordés dans le même projet.
- Il est important que le concept reflète une « histoire », qui montre **comment le projet contribuera à répondre à vos besoins et à apporter des changements transformationnels**

B1 : Contexte et niveau de référence

- *Décrire les vulnérabilités et les impacts climatiques, le profil des émissions de GES et les besoins d'atténuation et d'adaptation auxquels l'intervention prospective est envisagée pour répondre.*

*Cela peut être fait en se référant à l' **plan de mise en œuvre**, complété par des informations provenant de l' **Rapport national initial sur la communication**.*

- *Veillez indiquer comment le projet s'inscrit dans les priorités nationales du pays et dans sa pleine appropriation du concept. Est-ce que le projet/programme contribue directement aux CDN/CDN du pays ou aux stratégies climatiques nationales ou à d'autres plans tels que les MAAN, les PAN ou l'équivalent? Dans l'affirmative, veuillez décrire les priorités identifiées dans ces documents que le projet proposé vise à aborder et/ou à améliorer.*

*Cela peut être fait en se référant à l' **plan de mise en œuvre**, **objectifs de la section sectorielle**.*

- *Décrivez les principales causes profondes et les principaux obstacles (sociaux, sexospécifiques, fiscaux, réglementaires, technologiques, financiers, écologiques, institutionnels, etc.) qui doivent être abordés.*

*Cela peut être fait en se référant à l' **le plan de mise en œuvre**, **la section sur l'aperçu des obstacles et le rapport d'identification et d'évaluation des principaux obstacles**.*

- *Le cas échéant, et en particulier pour les projets du secteur privé/programme, veuillez décrire les principales caractéristiques et dynamiques du secteur ou du marché dans lequel le projet/programme fonctionnera.*

*Cela peut ne pas être pertinent pour le contexte de votre pays à court et moyen terme. Au besoin, le **plan de mise en œuvre**, **état actuel du secteur** peut être mentionné.*

Élaboration d'une note conceptuelle basée sur les plans d'action technologiques (aperçu)

Note conceptuelle

Plans d'action technologiques

Section A	Résumé du projet	Toutes les sections	Le résumé du projet tire parti de l'information provenant de toutes les autres sections du CN
Section B1	Contexte et base de référence	Statut du secteur	La note conceptuelle peut s'appuyer sur la première section par technologie
		Vue d'ensemble des technologies	Peut fournir des informations supplémentaires sur les raisons pour lesquelles la technologie est nécessaire dans votre pays
		Vue d'ensemble des obstacles	Peut fournir des informations supplémentaires sur les raisons pour lesquelles le soutien du FVC est nécessaire
Section B2	Programme description (y compris les objectifs)	Objectifs et buts	Donne un aperçu des objectifs du secteur
		Plan de mise en œuvre	Fournit une perspective détaillée des activités requises. Devrait être complété par le cadre logique des résultats

B2 : Projet / Programme Description

- *Décrivez l'ensemble prévu de composantes/extrants et de sous-composantes/activités pour éliminer les obstacles ci-dessus identifiés qui mèneront aux résultats attendus.*

*Cela peut être fait en se référant à l' **plan de mise en œuvre et cadre logique des résultats***

- *En termes de justification, veuillez décrire la théorie du changement et fournir des informations sur la manière dont elle sert à orienter la voie du développement vers une direction plus faible en matière d'émissions et/ou résiliente au changement climatique, conformément aux buts et objectifs du Fonds.*

*Cela peut être fait en se référant à l' **plan de mise en œuvre ainsi que les objectifs du secteur. Il devrait également décrire comment il s'attaque aux obstacles rencontrés par le pays. (voir aperçu des obstacles)***

- *Décrire en quoi les activités de la proposition sont compatibles avec le cadre réglementaire et juridique national, le cas échéant.*

*Cela peut être fait en se référant à l' **plan de mise en œuvre et autres rapports, tels que le rapport d'évaluation des politiques***

- *Décrivez de quelle manière l'entité accréditée(s) est bien placée pour entreprendre les activités prévues et quelles seront les modalités de mise en œuvre avec l'entité d'exécution(s) et les partenaires chargés de la mise en œuvre.*

Cela doit être fait indépendamment des plans d'action.

- *Veuillez donner un bref aperçu des principaux risques financiers et opérationnels et des mesures d'atténuation identifiées à ce stade.*

Cela peut être fait en utilisant les sections de financement ainsi que la section d'aperçu des obstacles.

Gardez à l'esprit de :

01 Intégrer les activités dans une histoire qui correspond au contexte et à la base de référence

02 Restez concentré : ne gardez que les activités qui contribuent à l'atteinte de l'objectif du projet

03 Utiliser les sources de données disponibles pour calculer le coût des activités : cela peut être fait en fonction des hypothèses fournies par les plans d'action.

Élaboration d'une note conceptuelle basée sur les plans d'action technologiques

Note conceptuelle

Plans d'action technologiques

Section B3 Résultats attendus du projet alignés sur les critères d'investissement du FVC	Impact attendu Donne un aperçu de l'impact attendu et du potentiel de développement durable. Doit être complété.
	Plan de mise en œuvre Fournit des conseils initiaux sur le changement de paradigme et le potentiel de développement durable
	Vue d'ensemble des obstacles Fournit des conseils initiaux sur les besoins des bénéficiaires
	Statut du secteur Fournit des conseils initiaux sur l'appropriation par le pays
Chapitre B4 Engagement entre l'autorité nationale désignée, l'entité accréditée et/ou d'autres parties prenantes concernées	Arrangement institutionnel Fournit des conseils initiaux et montre avec quelles parties prenantes devraient être engagées pour le lancement du projet.

Gardez à l'esprit de :

01

Le concept raconte-t-il une « théorie du changement » ?

Comment le concept peut-il catalyser l'impact au-delà d'un investissement ponctuel ?

02

Que faudrait-il attendre?

En plus des impacts sur l'atténuation et l'adaptation, quels sont les avantages connexes en termes d'autonomisation économique, sociale, environnementale et de genre?

Approche du financement et de la structuration financière

Élaboration d'une note conceptuelle basée sur les plans d'action technologiques

Note conceptuelle		Plans d'action technologiques	
Section C1	Financement par composantes	Cadre logique	Calcul des coûts par composant
		Fiche d'hypothèses	Fournit les sources pour tous les composants d'établissement des coûts
Section C2	Justification de la demande de financement du FVC	Financement potentiel	Fournit des orientations initiales sur la stratégie de financement et une justification des raisons pour lesquelles un financement externe est nécessaire
		Vue d'ensemble des obstacles	Fournit des conseils initiaux sur les obstacles financiers
Section C3	Durabilité et reproductibilité du projet (stratégie de sortie)	Financement potentiel	Fournit des orientations initiales sur la stratégie de financement et sur la façon d'encourager la durabilité
		Vue d'ensemble des obstacles	Fournit des conseils initiaux sur les obstacles qui seraient surmontés dans le cadre du projet, abordant ainsi la question de la durabilité

Gardez à l'esprit que :

01

Les instruments financiers disponibles diffèrent selon les AE

- Certains AE ne peuvent utiliser que des subventions
- D'autres peuvent utiliser l'équité
- Les AE peuvent être plus ou moins ouverts à l'utilisation de subventions et de prêts concessionnels en fonction de leur mandat

02

Le FVC exigera des justifications et des justifications pour chaque instrument :

- Pourquoi des subventions sont-elles nécessaires?
- Pour les projets ciblant le secteur privé, les subventions ne sont pas l'instrument privilégié et devraient principalement être utilisées pour l'environnement favorable.

03

Il est important de fournir un scénario contrefactuel pour justifier le financement

- Que se passerait-il sans le projet?
- Quel serait l'impact du manque de financement sur votre pays et sur le changement climatique ?

C1 : Le financement par composantes

Composant/Sortie	Coût indicatif (USD)	Le financement du FVC		Cofinancement		
		Coût (USD)	Instrument financier	Coût (USD)	Instrument financier	Nom des institutions
Coût total indicatif (USD)						

Deloitte Tohmatsu Group (Deloitte Japan) is a collective term that refers to Deloitte Tohmatsu LLC, which is the Member of Deloitte Asia Pacific Limited and of the Deloitte Network in Japan, and firms affiliated with Deloitte Tohmatsu LLC that include Deloitte Touche Tohmatsu LLC, Deloitte Tohmatsu Consulting LLC, Deloitte Tohmatsu Financial Advisory LLC, Deloitte Tohmatsu Tax Co., DT Legal Japan, and Deloitte Tohmatsu Corporate Solutions LLC. Deloitte Tohmatsu Group is known as one of the largest professional services groups in Japan. Through the firms in the Group, Deloitte Tohmatsu Group provides audit & assurance, risk advisory, consulting, financial advisory, tax, legal and related services in accordance with applicable laws and regulations. With more than 10,000 professionals in over 30 cities throughout Japan, Deloitte Tohmatsu Group serves a number of clients including multinational enterprises and major Japanese businesses. For more information, please visit the Group's website at www.deloitte.com/jp/en.

Deloitte refers to one or more of Deloitte Touche Tohmatsu Limited ("DTTL"), its global network of member firms, and their related entities (collectively, the "Deloitte organization"). DTTL (also referred to as "Deloitte Global") and each of its member firms and related entities are legally separate and independent entities, which cannot obligate or bind each other in respect of third parties. DTTL and each DTTL member firm and related entity is liable only for its own acts and omissions, and not those of each other. DTTL does not provide services to clients. Please see www.deloitte.com/about to learn more.

Deloitte Asia Pacific Limited is a company limited by guarantee and a member firm of DTTL. Members of Deloitte Asia Pacific Limited and their related entities, each of which are separate and independent legal entities, provide services from more than 100 cities across the region, including Auckland, Bangkok, Beijing, Hanoi, Hong Kong, Jakarta, Kuala Lumpur, Manila, Melbourne, Osaka, Seoul, Shanghai, Singapore, Sydney, Taipei and Tokyo.

Deloitte is a leading global provider of audit and assurance, consulting, financial advisory, risk advisory, tax and related services. Our global network of member firms and related entities in more than 150 countries and territories (collectively, the "Deloitte organization") serves four out of five Fortune Global 500® companies. Learn how Deloitte's approximately 312,000 people make an impact that matters at www.deloitte.com.

This communication contains general information only, and none of Deloitte Touche Tohmatsu Limited ("DTTL"), its global network of member firms, or their related entities (collectively, the "Deloitte organization") is, by means of this communication, rendering professional advice or services. Before making any decision or taking any action that may affect your finances or your business, you should consult a qualified professional adviser. No representations, warranties or undertakings (express or implied) are given as to the accuracy or completeness of the information in this communication, and none of DTTL, its member firms, related entities, employees or agents shall be liable or responsible for any loss or damage whatsoever arising directly or indirectly in connection with any person relying on this communication. DTTL and each of its member firms, and their related entities, are legally separate and independent entities.

© 2022. For information, contact Deloitte Tohmatsu Group.



IS 669126 / ISO 27001

Member of
Deloitte Touche Tohmatsu Limited